

QUÉBEC RÉGIONAL Thetford-Mines, Lotbinière, Beauceville, St-Georges, Ste-Marie, St-Joseph, Portneuf, La Malbaie, Baie-St-Paul, Ile d'Orléans

Bilan financier à Clermont Le retard dû à la grève du zèle d'employés municipaux

par Denis GAUTHIER (collaboration spéciale)
CLERMONT — Le maire de Clermont, M. Antonio Gaudreault, n'a pas encore déposé son rapport sur la situation financière de la municipalité, parce que le ralentissement de travail des employés de bureau est efficace. Telle est la raison qu'ont invoquée les conseillers, en l'absence du maire, lors de la séance du mois de

décembre pour expliquer ce retard. La convention de travail des employés de la municipalité est échue depuis le 31 décembre 1980. Afin d'accélérer les négociations, les travailleurs ont entrepris au début d'octobre un ralentissement de travail. Ce moyen de pression n'a pas semblé outre mesure impressionner les membres du conseil qui ont simplement réitéré les offres qui avaient

déjà été rejetées. Lors de la séance du mois de novembre, le maire a été évasif sur le sujet, se contentant d'affirmer qu'il n'avait reçu aucune plainte en rapport avec le travail des employés. En plus de ce ralentissement de travail, le secrétaire trésorier est en congé de maladie depuis quelques semaines. Il manque encore quelques éléments au maire pour rédiger son rapport et il tarde à venir. Par ailleurs, au sujet des négociations, les employés ont fait part à la mi-novembre de leur intention d'accepter les offres pour la première année et de demander l'intervention d'un conciliateur pour tenter d'en arriver à un arrangement pour la deuxième année. Or, mardi dernier, les autorités municipales n'avaient pas encore reçu d'écrit confirmant cette proposition de la part du syndicat.

La taxe monterait de 8 à 10% à Saint-Joseph l'an prochain

par Paul-Henri DROUIN du bureau du Soleil
SAINT-JOSEPH — En 1982, les contribuables de Saint-Joseph de Beauce devront s'attendre à une augmentation de la taxe municipale qui se situerait entre 8 et 10 pour 100.

Cette éventuelle hausse serait attribuable en grande partie à l'implantation du nouveau réseau d'aqueduc. Aussi, à l'enlèvement des ordures ménagères pour ce qui regarde la contribution de la ville à la Régie de

gestion des déchets solides de Beauce-Centre. Dans son rapport sur la situation financière de Saint-Joseph, le maire Nicolas Cliche laisse entendre "que n'eût été du problème de l'eau, la hausse du compte de taxe n'aurait pas été forte sinon absente".

Entente chez Domtar à Windsor

par Fortunat MARCOUX du bureau du Soleil
THETFORD-MINES — La société Domtar Ltée a parachevé avec le syndicat (CSN) représentant les 800 employés de l'usine de papiers fins qu'elle exploite à Windsor, dans les Cantons de l'Est, un nouveau contrat de travail d'une durée de deux ans, alors que la convention collective ac-

tuellement en vigueur ne prendra fin que dans cinq mois, soit le 1er mai 1982. La proposition patronale a été acceptée par 67 pour 100 des ouvriers. L'entente prévoit le paiement d'un montant forfaitaire de \$250 et des hausses annuelles de salaires de 11 pour 100 pour la première année, et de 9 pour 100 pour l'année suivante.

L'employé bénéficiera de trois semaines de vacances annuelles payées après quatre années de service au lieu de cinq, de quatre semaines après neuf années de travail au lieu de 10, et de sept semaines de vacances après 25 ans (au lieu de 30) de service. Actuellement de \$9,13 l'heure, le salaire de base sera porté à \$10,20 en mai prochain et à \$11,12 en mai 1983.

Les taxes monteront à Disraéli

THETFORD-MINES — A Disraéli, le propriétaire d'une maison évaluée à \$28.000 déboursera \$158 de plus en taxes municipales en 1982. Selon les prévisions du nouveau maire René Guertin, le taux de la taxe foncière va être haussé de 30 pour 100, passant de \$1,70 à \$2,20 du \$100 d'évaluation imposable, tandis que la taxe sur la cueillette des ordures mé-

nagères sera augmentée de 58,5 pour 100. Celle-ci fera un bond de \$18 à \$53 par année. Selon les explications fournies par le maire, la hausse de \$0,50 de l'impôt foncier se répartira comme suit: \$0,24 pour les hausses de \$80.000 en salaires et en coût d'éclairage, de chauffage et d'essence; \$0,12 pour le remboursement d'une première tranche de \$40.000 d'obligations pour des

travaux effectués dans la rue Champagnat au coût de \$434.000; \$0,10 pour le paiement de \$30.000 en honoraires à l'ingénieur pour la préparation du plan directeur d'aqueduc et d'égout; et \$0,04 pour la réfection de la toiture de l'hôtel de ville au coût de \$13.000. Le conseil municipal adoptera les prévisions budgétaires de 1982 avant la fin de l'année courante. Celles-ci se chiffreront à plus de \$1,4 million.



en bref

Au mont Original

LAC-ETCHEMIN — Le Centre coopératif des loisirs et des sports du mont Original, à Lac-Etchemin, inaugurerait les pistes de ski de centre de ski régional, dimanche prochain à compter de 14h. De plus, a annoncé le publiciste André Poulin, lors d'une soirée prévue pour le 19 décembre, l'exécutif du Centre coopératif du mont Original rendra hommage à Phil Latulippe et son épouse qui au cours de l'été 1981 a traversé le Canada à la course à pied, en leur décernant lors d'une soirée au chalet, le titre de "Membres honoraires à vie" du centre coopératif et par le fait même en leur remettant un billet de saison à vie pour la pratique du ski de fond et du ski alpin à ce centre.

Activités hivernales

FRAMPTON — La Station Multiar de Frampton sera ouverte aux adeptes du ski de fond à compter de la présente fin de semaine. Ce centre de plein air se situe en milieu rural, à une trentaine de milles au sud de Québec, où il n'existe aucun problème d'hébergement et où il y a sur place un personnel d'animation à plein temps.

Un 50e ça se fête

SAINT-GEORGES — L'UPA de la Beauce a dernièrement clôturé les célébrations de son 50e anniversaire de fondation, par l'inauguration de la troisième et dernière phase de construction du siège social de cet organisme régional à Saint-Georges de Beauce. Cette cérémonie a été suivie d'un souper et d'une soirée-souvenir en hommage aux anciens dirigeants et

pionniers de cette association, qui aujourd'hui, compte dans ses rangs 3,850 membres, soit 90 pour 100 des producteurs agricoles du territoire de Québec-Sud. D'autre part, M. Marcel Giguère, directeur régional de l'UPA de la Beauce, a procédé au lancement d'une brochure publiée dans le cadre des événements reliés au 50e anniversaire de cette association, qui relate l'évolution de cet organisme régional depuis 1931 dont le président-fondateur a été M. Georges Drouin, de Saint-Honoré de Shenley.

Changements de territoire

LA GUADELOUPE — Les conseils municipaux de La Guadeloupe, Saint-Evariste et Saint-Hilaire de Dorset ont annulé leurs demandes de participation à la MRC de Lac-Mégantic et désirent maintenant adhérer à la MRC Sargitan de Beauce. Des résolutions en ce sens ont été acheminées au bureau du ministre des Affaires municipales, M. Jacques Léonard, a déclaré, hier au SOLEIL, M. Claude Lemieux, de La Guadeloupe.

Caisse pop devenue rentable

GARTHBY — La Caisse populaire de Garthby, localité sise à une trentaine de milles de Thetford-Mines, a réalisé un surplus de \$6,173 au cours de l'exercice financier terminé le 31 août dernier. La situation s'est améliorée nettement, si l'on considère que l'institution avait obtenu un déficit de \$869 pour l'année précédente. Fondée en 1946, la caisse compte 840 sociétaires. L'actif se chiffre à \$2,2 millions.

SURPLUS D'INVENTAIRE A LIQUIDER

4 JOURS SEULEMENT: jeudi, vendredi samedi, dimanche les 10 - 11 - 12 - 13 décembre
SUPER-SPECIAUX SUR TOUT L'INVENTAIRE

BIENTOT NOËL!
Hâtez-vous de profiter de ces 4 jours d'économies. C'est l'occasion rêvée pour offrir à votre famille de magnifiques cadeaux ou pour donner à votre intérieur un air de fête. Une invitation à ne pas manquer!
CJRP sur place les 11, 12 et 13 décembre



Hotpoint

CUISINIÈRE 30 PO. AVEC FOUR AUTONETTOYANT
Modèle KS532
Élément de grillage double - les deux côtés de la viande grillés simultanément, si bien qu'elle est plus juteuse et plus savoureuse.

\$670

Quantité: 2

Hotpoint

CUISINIÈRE 30"
Modèle KE230
Four à nettoyage facile - Centre de programmation - Prise de courant chronométrée. Commande à réglage variable du grillage et de la cuisson. Couleurs: amande et blanc neige.

\$476

Quantité: 2 amande 3 blanc

Hotpoint

REFRIGÉRATEUR
Modèle RT172D
• 16 9 pieds cubes • Modèle sans givre • Deux clayettes réglables à 10 hauteurs • Une clayette fixe • Deux bacs à fruits et légumes • Interrupteur "economie" • Garde-beurre et garde-fromage • Garniture complète pour les portes • Accessoires à l'intérieur en matériaux translucides de couleur miel • Couleur: amande • H. 66" po. L. 30" po. P. 27 1/2 po.

\$645

Quantité: 3

Hotpoint

LAVE-VAISSELLE
Modèle SU710 (encastrable)
• Planer à vaisselle du haut réglable • Six boutons-pression • Trois cycles, dont deux à économie d'eau • Broyeur d'éléments mous • Couleurs de design et de produit mouvant • Finition à l'acier inoxydable.

???

Hotpoint

LAVEUSE HOTPOINT
Modèle LA312DW
• Cinq cycles: lavage additionnel et régulier • Combinaisons de la température de l'eau programmées dans la minuterie: additionnel - chaude-froide - régulier - froid • Trois réglages pour le niveau d'eau • Filtre autonettoyant • Frein pour le couvercle et l'interrupteur • Couleur: blanc neige.

SECHEUSE
Modèle DE302DW
• Trois programmes de séchage: régulier minigé spécial et délicat • Choix de trois températures: régulière, délicate et duvetage • Bouton de mise en marche du séchage • Filtre à charge amovible placé à l'avant • Quatre modes de ventilation • Blanc neige.

Quantité: 2

OFFRE-BONI SPECIALE

12 litres de all avec l'achat de toute laveuse HOTPOINT

Hotpoint

REFRIGÉRATEUR
Modèle RT152D
• 15 pieds cubes • Modèle sans givre • Deux clayettes réglables à 10 hauteurs et une clayette fixe • Interrupteur "economie" • Deux bacs à fruits et légumes • Garde-beurre et garde-fromage • Garniture complète pour les portes • Accessoires à l'intérieur en matériaux translucides de couleur miel • Couleur: amande • H. 66 po. L. 30 po. P. 26 1/2 po.

\$615

Quantité: 5

Hotpoint

FOUR A MICRO-ONDES
Modèle RE942
• Les touches électroniques placent quatre fonctions de cuisson au bout de vos doigts: cuisson minutée, cuisson par la température, maintien de la température et minuterie en attente • Touche pour décongélation • Dix niveaux d'énergie • Minuterie de 99 minutes et 99 secondes • Tableau à affichage numérique précisant le type de programmation, durée, température, minuterie en attente ou décongélation. Il indique également le décongélation pendant la cuisson, et permet de voir la température interne des aliments pendant la cuisson par la température du lorsque la minuterie est en attente.

???

\$699
l'ensemble

PRINCE & FIL Ltée

1404, DES FRÈNES
SAINT-RÉDEMPTEUR 831-3441

1133, PRINCIPALE
SAINT-AGAPIT 888-3925

RIVE SUD Lévis, St-Romuald, St-Rédempteur, St-David, St-Etienne, St-Nicolas, Charny, St-Damien, Montmagny, L'Islet, St-Jean-Port-Joli, La Pocatière, St-Pascal

Parcs Canada veut assurer l'animation du vieux fort

par Gilles PEPIN LAUZON — Le fort numéro 1 de la pointe Lévy, communément appelé le vieux fort de Lauzon, sera assurément ouvert au public à l'été de 1982. Parcs Canada, qui s'apprête à

compléter la restauration, recherche actuellement des propositions d'utilisation et d'animation auprès des organismes du milieu. Une assemblée est préparée pour mercredi soir prochain par la direction

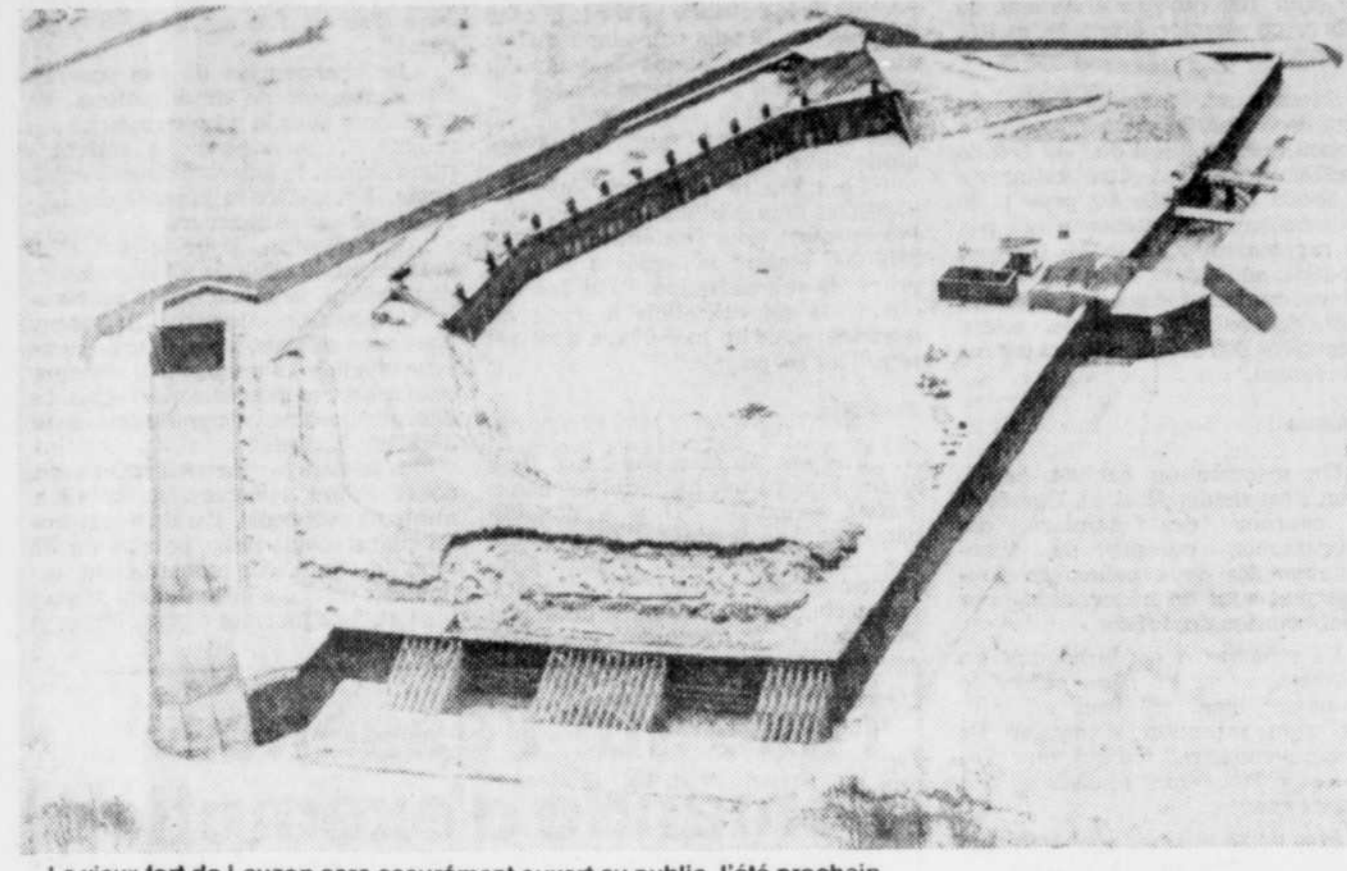
régionale de Parcs Canada, à l'intérieur même de l'ancienne fortification. Ce n'est pas tant qu'il manque de propositions; la réunion aura davantage pour but de préciser des critères auxquels devront répondre les projets.

Selon une information que LE SOLEIL a obtenue, hier, auprès d'un animateur à Parcs Canada, M. Paul Montminy, le cadre qui sera proposé aura pour but de rendre facilement identifiable et plus compréhensible chaque suggestion. La formule définira par exemple le nom et le genre d'organisme, le mode de gestion prévu, quelles sont les garanties financières et de représentativité, etc... M. Montminy prétend que le fort sera disponible pour une utilisation socio-culturelle dans la première moitié de l'été prochain. Parcs Canada y aura alors dépensé environ \$3 millions en travaux de restauration qui ont débuté vers 1975.

Plusieurs projets Un appel à la participation du milieu a été fait il y a déjà trois ou quatre ans, afin de prévoir une utilisation qui s'intègre bien dans l'activité de la région. Il fallut un certain temps pour sensibiliser les organismes. L'attrait touristique fut le principal facteur de mobilisation. Une corporation sans but lucratif a même été créée pour rassembler diverses personnes désirant intervenir. C'est ainsi que la Corporation du vieux fort a elle-même présenté un projet à plusieurs volets. Plusieurs groupes ont aussi formulé des suggestions, notamment la Chambre de commerce de Lévis et la municipalité de Lauzon.

Un projet intéressant, entre autres, a été préparé par trois étudiants, avec la collaboration de l'Union des producteurs agricoles. Il préconise l'établissement d'un marché agricole. Cette proposition fut même appuyée par des études de marché et de rentabilité; un plan de promotion y fut aussi joint.

Parcs Canada ne doute donc plus de l'intérêt du milieu pour l'utilisation et l'animation à l'intérieur de ce monument historique vieux de 110 ans. Pour sa part, Parcs Canada projette d'aménager un musée, un centre d'interprétation historique semblable à celui que l'on retrouve déjà au parc de l'Artillerie à Québec. Ce musée occupera à peu près les tiers de l'espace à l'intérieur du vieux fort.



Le vieux fort de Lauzon sera assurément ouvert au public, l'été prochain.

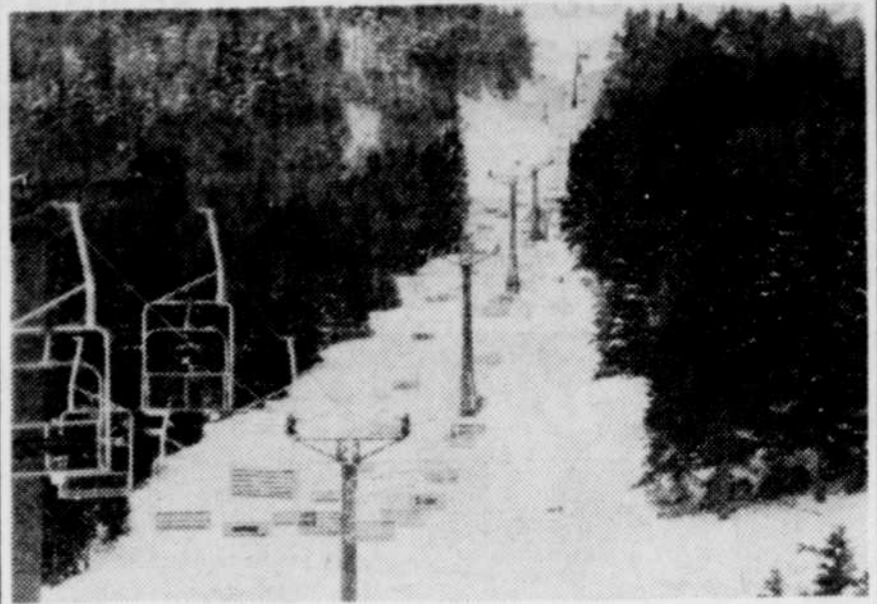
La taxe monterait à St-Joseph

par Paul-Henri DROUIN du bureau du Soleil SAINT-JOSEPH — En 1982, les contribuables de Saint-Joseph de Beauce devront s'attendre à une augmentation de la taxe municipale qui se situerait entre 8 et 10 pour 100. Cette éventuelle hausse serait attribuable en grande partie à l'implantation du nouveau réseau d'égout. Aussi, à l'enlèvement des ordures ménagères pour ce qui regarde la contribution de la ville à la Régie de gestion des déchets solides de Beauce-Centre. Dans son rapport sur la situation financière de Saint-Joseph, le maire Nicolas Cliche laisse entendre "que

n'eût été du problème de l'eau, la hausse du compte de taxe n'aurait pas été forte sinon absente". Du côté des orientations générales pour 1982, le maire Cliche est conscient que "la prochaine année sera difficile pour tout le monde et c'est dans cette optique qu'on analysera les prévisions budgétaires, tout en étant très rationnel dans les dépenses, quitte à retarder certains projets de construction d'infrastructure". Aussi, les immobilisations seront minimisées de telle sorte que seules les dépenses en immobilisations prévues par un règlement d'emprunt seront effectuées. Toutefois, a ajouté le maire Nicolas Cliche "en cas de nécessité, nous

emprunterons au fonds de roulement et nous rembourserons audit fonds les sommes prélevées en 1983 pour ne pas augmenter le service de la dette pour cette année". Tout laisse croire que l'exercice financier 1981 se terminera avec un surplus d'opération d'environ \$30,000. La dette à long terme en capital s'élève à \$2,063,000 ce qui représente 6 pour 100 de l'assiette équivalente d'évaluation impossible. Ce qui a amené le maire Cliche à dire "ce pourcentage d'endettement démontre clairement que la situation financière à Saint-Joseph de Beauce est comparable aux autres municipalités de la Beauce et même enviable pour certaines.

en bref



Au mont Orignal

LAC-ÉTCHEMIN — Le Centre coopératif des loisirs et des sports du mont Orignal, à Lac-Étchemin, inaugurera les pistes de ce centre de ski régional, dimanche prochain à compter de 14h. De plus, a annoncé le publiciste André Poulin, lors d'une soirée prévue pour le 19 décembre, l'exécutif du Centre coopératif du mont Orignal rendra hommage à Phil Latulippe et son épouse qui au cours de l'été 1981 a traversé le Canada à la course à pied, en leur décernant lors d'une soirée au chalet, le titre de "Membres honoraires à vie" du centre coopératif et par le fait même en leur remettant un billet de saison à vie pour la pratique du ski de fond et du ski alpin à ce centre.

houillier, Gaston Boutin et Marc Poulin.

Détecteur de fumée

LÉVIS — Les détecteurs de fumée ne sont pas obligatoires dans la ville de Lévis. Les pompiers, cependant, voient fréquemment l'utilité de ce petit appareil au son strident. Mardi soir de cette semaine, par exemple, ils ont constaté qu'un homme a eu la vie sauve grâce probablement au détecteur de fumée. M. Michel Robin, du 35 de la rue Sainte-Thérèse, fut réveillé brusquement quand le poêle à bois qu'il avait lui-même installé au sous-sol fut la cause d'un début d'incendie. Les pompiers y ont travaillé durant au moins une demi-heure.

Nouvelle chambre de commerce

SAINTE-JEAN-CHRYSOSTOME — Une Chambre de commerce a été fondée récemment à Sainte-Jean-Christostome et a amorcé une campagne de recrutement. Le président, M. Jacques Morency, a indiqué que l'objectif est d'abord de travailler au développement industriel, commercial et touristique de la localité, mais vise aussi au bien-être civique et social des citoyens. En plus de M. Morency, le conseil d'administration se compose aussi des personnes suivantes: Gilles Vallières, Gervais Ferland, Lise Ferland, Robert Jacques, Claude Parent, Laurent Picard, Lisette Lizotte, Alain Fournier, Danielle Le-

Un beau concert

SAINTE-JEAN-CHRYSOSTOME — Le Choeur Taniata de Sainte-Jean-Christostome a préparé un beau concert pour la période de Noël. Le 13 décembre, il sera entendu à l'école secondaire Les Etchemins de Charny. Le 20 décembre, la chorale se produira pour la fête de Noël des aveugles à Saint-Romuald. A cette même date, en soirée, le chœur Taniata donnera son concert en l'église Saint-Antoine de Bienville à compter de 20h. Les 21 et 22 décembre, le groupe sera aux Galeries Chagnon de 18h45 à 19h30. On l'entendra aussi à la télévision, au canal 4, le 21 décembre, à l'émission "Le chemin du Roi".

SURPLUS D'INVENTAIRE A LIQUIDER

4 JOURS SEULEMENT: jeudi, vendredi samedi, dimanche les 10 - 11 - 12 - 13 décembre SUPER-SPECIAUX SUR TOUT L'INVENTAIRE

BIENTOT NOËL! Hâtez-vous de profiter de ces 4 jours d'économies... C'est l'occasion rêvée pour offrir à votre famille de magnifiques cadeaux ou pour donner à votre intérieur un air de fête. Une invitation à ne pas manquer! CJRP sur place les 11, 12 et 13 décembre



Hotpoint CUISINIÈRE 30 PO. AVEC FOUR AUTONETTOYANT Modèle K5532. Élément de grillage double - les deux côtés de la viande grillent simultanément, si bien qu'elle est plus juteuse et plus savoureuse. Quantité: 2. \$670

Hotpoint CUISINIÈRE 30" Modèle KE230. Four à nettoyage facile - Centre de programmation - Prise de courant chronométrée. Commande à réglage variable du grillage et de la cuisson. Couleurs: amande et blanc neige. Quantité: 2 amande, 3 blanc. \$476

Hotpoint REFRIGÉRATEUR Modèle RT172D. 15-9 pieds cubes - Modèle sans givre - Deux clayettes réglables à 10 hauteurs - Une clayette fixe - Deux bacs à fruits et légumes - Interrupteur "économie" - Garde-beurre et garde-roulage - Garniture complète pour les portes - Accessoires à l'intérieur en matériaux translucides de couleur miel - Couleur amande - H. 66" po. L. 30" po. P. 27" po. Quantité: 3. \$645

Hotpoint LAVE-VAISSELLE Modèle SU710 (encastrable). Planer à vaisselle du haut réglable - Six boudoirs positionnés - Seul carter pour deux types de vaisselle - Bouteilles d'ammoniac mou - Douveurs de détergent et de produit moussant - Planer à cuisson. \$???

Hotpoint LAVEUSE HOTPOINT Modèle LA312DW. Deux cycles: lavage additionnel et régulier - Compensateur de la température de l'eau pré-régulée dans la minuterie, additionnel - Chauffage rapide - Régulateur de l'eau froide - Trois réglages pour le niveau d'eau - Filtre autonettoyant - Frein pour le couvercle et l'interrupteur - Couleur: blanc neige. Quantité: 6. SECHEUSE HOTPOINT Modèle DE302DW. Trois programmes de séchage: régulier, minuté, spécial et délicat - Choix de trois températures: régulière, délicat et séchage - Bouton de mise en marche de sûreté - Filtre à charge amovible, glacé à l'avant - Quatre modes de ventilation - Blanc neige. Quantité: 2.

OFFRE-BONI SPECIALE 12 litres de all avec l'achat de toute laveuse HOTPOINT

Hotpoint REFRIGÉRATEUR Modèle RT152D. 15 pieds cubes - Modèle sans givre - Deux clayettes réglables à 10 hauteurs et une clayette fixe - Interrupteur "économie" - Clayette fixe - Interrupteur "économie" - Deux bacs à fruits et légumes - Garde-beurre et garde-roulage - Garniture complète pour les portes - Accessoires à l'intérieur en matériaux translucides de couleur miel - Couleur amande - H. 66" po. L. 30" po. P. 26" po. Quantité: 5. \$615

Hotpoint FOUR A MICRO-ONDES Modèle RE942. Les touches électroniques placent quatre fonctions de cuisson au bout de vos doigts: cuisson minutée, cuisson par la température, maintien de la température et minuterie en attente - Touche pour décongélation - Dix niveaux d'énergie - Minuterie de 99 minutes et 99 secondes - 7 boutons à affichage numérique précisant le type de programmation: durée, température, minuterie en attente ou décongélation. Il indique également le décompte pendant la cuisson, et permet de voir la température interne des aliments pendant la cuisson par la température ou lorsque la minuterie est en attente. \$???

\$699 l'ensemble

PRINCE & FIU Ltée 1404, DES FRÈNES SAINT-RÉDEMPTEUR 831-3441

1133, PRINCIPALE SAINT-AGAPIT 888-3925

Plasse pourrait prendre la route de Fredericton

page C-1

Budgets de la CUQ et de la CTCUQ adoptés en une soirée

page A-9

Souffrant d'une crise d'appendicite, un enfant est coincé sur la Côte-Nord

par Jean Didier FESSOU du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Un enfant de 12 ans souffre d'une crise d'appendicite à Saint-Augustin et malgré des appels pressants au bureau de Québec à Sept-Îles, hier matin, le HS-748 de Régionair, une filiale de Québecair qui dessert la région, n'a pas fait escale dans le petit village. D'ailleurs cela fait neuf jours d'affilée que le petit village de Saint-Augustin, isolé sur la Basse-Côte-Nord entre Blanc-

Sablou et Chevery, n'a pas vu le turbopropulsé de Régionair atterrir sur sa piste.

Pourtant, en vertu de son permis d'exploitation, Québecair ou sa filiale Régionair doivent y assurer une escale quotidienne et, de plus, Saint-Augustin est l'un des rares villages de la région à disposer d'une piste. Piste en parfait état d'utilisation selon M. Lawrence Gallibois, responsable de son entretien.

Ces informations ont été

confiées au SOLEIL, hier soir, par Mme Louise Tanguay, travailleuse sociale à Saint-Augustin. Ses affirmations ont été corroborées par Mme Johanne Racine, infirmière au dispensaire local.

Et bien que l'état de l'enfant soit préoccupant, toutes deux espèrent vivement que l'avion de Régionair fera escale à Saint-Augustin, aujourd'hui jeudi, afin de pouvoir mener l'enfant à l'hôpital de Lourdes-de-Blanc-Sablou. Mais en attendant, Mme Johanne Racine ne dispose pas des mé-

dicaments qui pourraient atténuer les souffrances de l'enfant.

C'est, du reste, parce qu'elles se sentent impuissantes face à l'indifférence de Québecair qu'elles se sont adressées au SOLEIL afin de tenter de provoquer une réaction de la part du transporteur aérien.

Il faut noter, toutefois, que le HS-748 de Régionair a tenté d'atterrir à Saint-Augustin, hier en fin d'après-midi, alors qu'il arrivait de Blanc-Sablou et qu'il se dirigeait vers Chevery et Sept-Îles. Tou-

tefois, en raison de la tombée de la nuit et de la montée du brouillard, le pilote a dû y renoncer. Mais Mme Louise Tanguay se demandait, hier soir, pourquoi le pilote n'a pas tenté la même manœuvre en milieu d'après-midi, alors qu'il se dirigeait vers Blanc-Sablou.

Notons, enfin, que les conditions climatiques exceptionnelles qui prévalent ces jours-ci ne peuvent justifier les traditionnels "empêchements" de Québecair causés par l'hiver.

guy rouleau opticien d'ordonnances

LE SOLEIL

85e année, no 292 74 pages 6 cahiers

QUÉBEC, JEUDI 10 DECEMBRE 1981

Livraison à domicile (6 jours) \$1.85 • Iles de la Madeleine Gaspé-Percé-Abitibi 50¢ Québec 30¢

Présumée morte suspecte d'un enfant de la secte Moïse et 2 "disciples" sont arrêtés

par Guy DUBE et Michel CORBEIL

Le mystère le plus complet entourait, encore la nuit dernière, la disparition suspecte d'un des enfants faisant partie de la secte de Moïse, dans les bois de Saint-Jogues, en Gaspésie.

Roch Thériault, alias Moïse, 34 ans, chef de la secte, Jacques Giguère, alias Nathan, 28 ans, et Maryse Grenier, alias Rébecca, 27 ans, ont été appréhendés dans leur cabane en bois rond, sise au pied du "Mont de l'Éternel", hier matin, par 25 policiers de la Sûreté du Québec, qui agissaient sur des mandats du coroner Gilles Gaul, de Chandler.

Moïse et le couple Nathan-Rébecca devaient comparaître devant le coroner, vers 11h aujourd'hui, relativement à la présumée morte suspecte du jeune Samuel Giguère, âgé de deux ans et 11 mois, mort qui serait survenue,

selon la SQ, entre les mois de janvier et juin 1981.

L'enfant, qui n'aurait pas été vu depuis plusieurs mois, est le fils de Nathan et de Rébecca. Selon des sources policières non confirmées, le jeune Samuel serait décédé de causes naturelles ou accidentelles. Il aurait par la suite été enterré à proximité de la cabane de la secte et personne n'aurait demandé à un médecin de constater le décès, d'où l'intervention des autorités.

Opération policière

Il était 6h, hier matin, quand 25 policiers de la Sûreté du Québec quittaient les bureaux du détachement de New Carlisle à destination de Saint-Jogues, petite localité perdue à l'intérieur des terres, à la hauteur de Paspébiac, sur la péninsule sud de la Gaspésie.

Les policiers du bureau des

Voir A-2, MOÏSE



Le Soleil, René St-Pierre

Avril 1979: Le petit Samuel n'a que deux mois. On le voit, sur ces photos, dans les bras de sa mère, Maryse "Rébecca" Grenier, et de son père, Jacques "Nathan" Giguère. Tous deux ont été arrêtés, hier matin, ainsi que le chef de leur secte, Roch "Moïse" Thériault, (debout sur la photo de gauche). Leur enfant, qui serait maintenant âgé de 3 ans, n'a pas été vu depuis plusieurs mois et, selon certaines sources, il serait décédé il y a quelque temps et aurait été enterré à proximité de la cabane où vit la secte, en Gaspésie.

Le directeur de la protection de la jeunesse évaluera les cas des sept autres jeunes de la secte

page A-14

Tous les ministres appuient Lévesque

par Réjean LACOMBE

La menace de démission de M. René Lévesque à titre de président du Parti québécois, et possiblement à titre de premier ministre, est prise très au sérieux par les ministres de son cabinet.

Le vice-premier ministre et ministre d'État au développement culturel et scientifique, M. Jacques-Yvan Morin, a même indiqué, hier soir au cours d'une brève conférence de presse, que ses confrères n'étaient pas rassurés et, par conséquent, étaient très anxieux en regard de la décision que doit prendre prochainement le chef du gouvernement.

M. Morin a précisé qu'à la suite du Conseil des ministres, hier, les membres du cabinet Lévesque s'étaient réunis dans le but de faire le point sur la situation découlant du congrès péquiste de la fin de semaine et qu'unaniment ils étaient convenus de demander à M. Lévesque de demeurer à son poste à titre de chef du Parti québécois et de premier ministre.

Seulement quatre ministres étaient absents à cette réunion. MM. Camille Laurin et Denis Lazure participaient à un colloque à Montréal sur la personne handicapée. Cependant, le vice-premier ministre a indiqué qu'il avait communiqué avec eux et qu'ils appuieraient cette prise de position. M. Claude Morin séjourne actuellement en Afrique où il participe à une réunion de l'Agence

culturelle et technique des pays francophones. Finalement, M. Pierre Marois est en congé forcé pour des raisons de maladie.

Solidaires

Sans pour autant lever le voile sur les événements qui sont survenus hier, au Conseil des ministres, M. Morin a précisé que ses collègues et lui en étaient ressortis très anxieux.

Se faisant l'interprète des ministres du cabinet Lévesque, M. Morin a indiqué qu'ils étaient "entièrement solidaires du discours" que M. Lévesque a prononcé dimanche soir au terme du congrès du Parti québécois.

"M. Lévesque est assuré, de poursuivre le vice-premier ministre, qu'il peut compter sur notre appui quant aux principes qu'il défend et incarne depuis plusieurs années."

Parlant en son nom, M. Morin a indiqué qu'il avait l'impression que M. Lévesque était encore en période de réflexion et qu'il n'a pas encore fait de choix fondamental. "Nous ne sommes pas rassurés, avoue-t-il, et c'est la raison de cette anxiété que nous ressentons."

Interrogé quant à savoir si M. Lévesque conserverait son poste de premier ministre si jamais il mettait à exécution ses menaces de démission à titre de président du PQ, M. Morin a dit croire que "l'état d'esprit de M. Lévesque est tel que je serais étonné qu'il demeure premier ministre".

Voir A-2, MINISTRES

Marois: d'autres suivront si le chef démissionne



réjean lacombe

Les télégrammes et les lettres d'appui au chef du Parti québécois ont continué, tout au cours de la journée d'hier, d'inonder le bureau du premier ministre René Lévesque.

Un peu à la remorque d'une multitude d'associations péquistes, certains députés et ministres du gouvernement Lévesque ont commencé, eux aussi, à réagir à la menace de démission de leur chef.

Et, parmi cette avalanche de communications, une longue lettre du ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, Pierre Marois, transcende les prises de position en faveur de M. Lévesque.

À la fois virulent et pathétique, le ministre Marois, présentement en repos forcé à cause de la maladie, invite, ni plus ni moins, ceux qui s'opposent à René Lévesque à avoir le courage de fonder leur propre parti politique.

Qui plus est, M. Marois qui est considéré comme un inconditionnel de M. Lévesque, indique clairement que si jamais le chef du PQ met à exécution sa menace de démission, il

ne sera pas le seul à quitter les rangs de cette formation politique.

À ce concert d'appuis à René Lévesque sont venues s'ajouter les prises de position en faveur du chef péquiste du ministre de l'Éducation, Camille Laurin, du ministre d'État au développement social, Denis Lazure, du ministre d'État à l'aménagement, François Gendron, et des députés de Fabre et de Rousseau, Michel Leduc et René Blouin.

Incroyable mais réel

Pour sa part, Pierre Marois qui a suivi "l'incroyable mais réel" déroulement du congrès du PQ par l'entremise des moyens d'information, vit-impres le partis de la nouvelle orientation du PQ. Tout en se disant "clairement et totalement" solidaire de René Lévesque, le ministre Marois précise même qu'il n'est pas "de ceux qui pourraient très bien 'vivre' avec ces nouvelles orientations".

Après avoir brossé une brève rétrospective des événements qui ont conduit René Lévesque à fonder le Parti québécois, Pierre Marois ajoute que le chef du PQ a eu, "lui", le courage de quitter le Parti libéral et de fonder le MSA et le PQ.

Se référant aux différents événements qui ont secoué le parti, il avance qu'il "est faux de prétendre

Voir A-2, MAROIS

Sommaire

- annonces classées F-5 à F-12
Arts et spectacles E-4 à E-7
Bandes dessinées D-8
Bridge F-6
Carrières et professions C-6
Décès F-13
Economie-finance D-4 à D-7
Editorial A-4
Feuilleton E-6
Horoscope F-12
Information régionale A-7 à A-9
Monde E-1 à E-3, F-1 à F-13
Mot mystère F-5
Mots croisés F-11
Où aller à Québec E-7
Page des lecteurs A-6
Page documentaire A-5
Patron F-6
Pierre Champagne A-10
Télévision E-6

météo

Nuageux avec quelques chutes de neige à Québec et dans l'Est, maximum de moins 4 à 2. Demain, peu de changement.

détails, page F-5

Chrétien sera candidat à la succession de Trudeau

par Paul GESSELL

LONDRES (PC) — Entre deux gorgées de vin accompagnées d'une douzaine de clins d'oeil et de sourires, le ministre canadien de la Justice, Jean Chrétien, a laissé clairement entendre hier qu'il est intéressé par le leadership libéral.

À bord de l'avion des forces armées canadiennes qui le conduisait d'Ottawa à Londres, où il escomptait la nouvelle constitution canadienne devant être soumise à la Reine, M. Chrétien a affirmé aux journalistes qu'il n'est toutefois pas "plus pressé que ça d'être le boss".

Dans une conversation à bâtons rompus qui a porté sur la retraite prévue du premier ministre Trudeau, M. Chrétien a malgré tout admis qu'il songeait à briguer le leadership libéral fédéral, malgré la tradition d'alternance entre leaders francophone et anglophone au sein de ce parti.

C'est là une tradition qui, selon le ministre de la Justice, n'est pas inscrite dans le granit.

"Ne devrions-nous pas choisir le meilleur homme?" a-t-il demandé. "Croyez-vous que Trudeau ait été élu parce qu'il était francophone?"

Popularité

M. Chrétien dit qu'il est populaire parmi les libéraux parce qu'il n'est pas considéré comme un élément du "Triangle Toronto-Ottawa-Montréal" qui domine le parti.

Etant le 18e enfant d'un ouvrier de Shawinigan, le ministre de 47 ans se considère comme un "gars ordinaire" qui sait comment faire appel aux électeurs.

Homme d'origine modeste, M. Chrétien se croit différent de M. Trudeau, qui est le fils d'un millionnaire de Montréal.

"M. Trudeau et moi-même sommes si différents que nous nous complétons."

Par exemple, durant le long débat constitutionnel à travers le pays, les hommes politiques provinciaux estimaient devoir être plus prudents lorsqu'ils côtoyaient M. Trudeau que son ministre de la Justice.

Et, en fin de comptes, ce fut M. Chrétien et ses confrères de l'Ontario et de la Saskatchewan qui ont concrétisé le compromis qui a rapidement donné lieu à une nouvelle constitution pour le Canada.

Le rapatriement de la Constitution devant normalement se produire d'ici à quelques mois, les observateurs de la scène politique fédérale prévoient que M. Trudeau prendra bientôt sa retraite.

Le premier ministre n'a pas dit

Voir A-2, CHRÉTIEN

A-2 MINISTRES

(Suite de la première page)

Dans le but de prouver qu'il prenait très au sérieux la menace de son chef, le ministre Morin a précisé qu'il n'aurait pas convoqué cette conférence de presse s'il avait été sûr que M. Lévesque ne mettrait pas à exécution sa menace de démission. "Je ne serais pas anxieux comme je le suis, précise-t-il. Et, si j'étais sûr qu'il allait démissionner, je serais en train de noyer cela quelque part..."

A un journaliste qui lui demandait pourquoi avoir attendu si longtemps avant d'adopter une telle attitude, le ministre Morin a répliqué qu'il convenait que les ministres aient, au préalable, un entretien avec le premier ministre.

Il a ajouté qu'à la suite de cet entretien, "les ministres ont préféré se parler entre eux" et agir d'une façon collective.

Par ailleurs, tout au cours de la journée d'hier, le bureau du premier ministre à Québec a continué d'enregistrer un flot de télégrammes et de lettres provenant de diverses associations péquistes demandant à M. Lévesque de demeurer à son poste tout en lui accordant leur appui.

Libéraux dans la ronde

Pendant ce temps, les associations libérales de la région de

Québec sont entrées dans la ronde et ce n'était pas pour demander à M. Lévesque de demeurer à son poste.

Elles ont dénoncé vertement ce qu'elles appellent "l'irresponsabilité et la naïveté du président du Parti québécois". "A la suite des propos démagogiques, indique-t-on dans un communiqué de presse, tenus depuis quelques semaines à l'endroit des députés fédéraux d'Ottawa, des premiers ministres des autres provinces et plus près de nous de tous ceux et celles qui ne partagent pas ses objectifs camouflés, M. René Lévesque a encouragé systématiquement la radicalisation de son parti."

A la lumière de cet énoncé, ces associations libérales demandent aux députés péquistes de la région de Québec d'indiquer à la population du Québec "s'ils jugent démocratique le fait de déclarer l'indépendance sur la base d'une simple majorité des sièges à l'Assemblée nationale".

"De plus, concluent ces différentes associations libérales, nous demandons au ministre des Affaires intergouvernementales, le père de l'épatisme, M. Claude Morin, d'identifier les agents provocateurs qui auraient soi-disant manipulé le dernier congrès du Parti québécois et ce dans l'intérêt de tous les Québécois."

MAROIS

(Suite de la première page)

que les membres voulaient biffer d'un trait l'Association économique" avec le reste du Canada. Il insiste même sur le fait que l'option de l'indépendance "toute nue" plafonne et ne recueille plus de nouvelles adhésions.

Comme pour mettre en contradiction ceux qui voient en les anciens membres du FLQ les précurseurs de l'indépendance du Québec, Pierre Marois rappelle qu'il a été candidat du PQ lors des élections partielles de 1971 dans la circonscription de Chambly qui était représentée à l'Assemblée nationale par le ministre Pierre Laporte. Du même souffle, le ministre Marois s'indigne et s'élève contre le fait "qu'il ait pu se trouver des délégués pour affirmer publiquement que nous devons à l'activité terroriste la progression de notre option". Tout en précisant que la vérité a aussi ses droits, il ajoute que le PQ s'est toujours dissocié de la violence.

Quant à l'accession du Québec à la souveraineté par l'entremise d'une majorité des sièges à l'Assemblée nationale, M. Marois répudie ce procédé en le qualifiant d'antidémocratique et que "cela n'est pas faisable" dans le contexte actuel.

"Si René Lévesque, ajoute-t-il, décidait de quitter dans ces conditions le Parti québécois, qu'il soit bien clair qu'il ne partirait pas seul..."

A l'instar de son chef, Pierre Marois dénonce "l'avalanche de papier qui écrase la démocratie et fait régner la "procédurite", instrument privilégié des faibles". Pour lui l'avenir du Québec passe par la souveraineté accompagnée d'une proposition d'association économique avec le reste du Canada.

MOÏSE

(Suite de la première page)

enquêtes criminelles sont sur ce dossier depuis le mois dernier. Le coroner Gilles Gaul, de Chandler, a finalement émis des mandats d'amener contre trois membres de la secte, lundi, et l'opération était fin prête à 6h, hier matin.

C'est à bord de véhicules à quatre roues motrices, de motoneiges et de chenillettes que les policiers et enquêteurs ont franchi la quinzaine de kilomètres séparant la fin de la route, à Saint-Jogues, et le campement en bois rond de la secte, sur la rive du lac Sec.

Aucun des 19 membres de la secte n'a offert de résistance lors de l'intervention des policiers qui ont conduit Moïse, Nathan et Rebecca jusqu'à New Carlisle, pour fins d'interrogatoire et de comparution.

Pendant ce temps, les enquêteurs effectuaient des recherches à l'intérieur et autour du "domaine" afin de découvrir à quel endroit aurait été inhumé l'enfant disparu.

Les policiers sont ressortis du bois tard en soirée, hier, mais personne n'a voulu préciser si les fouilles avaient porté fruits.

Les enfants sont ramenés

Le directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) pour le district de la Gaspésie, M. Ovide Garnier, avait de son côté envoyé trois délégués sur les lieux, en même temps que les policiers, afin de ramener les sept enfants de la secte, âgés de un à 13 ans.

Ils ont tous été conduits au Centre hospitalier de Maria, en Gaspésie, pour une évaluation médicale générale. Deux femmes de la secte, mères de quelques-uns des

L'homme et l'option

Dans une sorte d'appel à la raison, le ministre Marois rappelle qu'il ne suffit pas, "même si cela s'impose", de demander à René Lévesque de demeurer à la présidence du PQ. "L'époque des tapes sur l'épaule et des "lâche pas René" est révolue", d'ajouter Pierre Marois.

Sur un ton sec, il ajoute qu'il ne suffira pas de "faire un pas en avant" vers René Lévesque. "L'époque de l'adhésion faite du bout des lèvres ou jetée par condescendance sur papier est aussi révolue", réplique le ministre.

Dans l'esprit de Pierre Marois, il ne s'agit plus de "revirer capot" pour l'instant et de reporter le débat de fond à plus tard. Ce procédé apparaît à Pierre Marois comme grossier.

Ce que préconise le ministre Marois, c'est que les membres du PQ expriment clairement leur adhésion convaincue à l'homme et à l'option du parti. "Il faut, dit-il, vider la question et la vider maintenant."

Des résolutions...

Entre-temps, les messages d'appui affluent au bureau de M. Lévesque qui, de l'avis des personnes qui le côtoient régulièrement, a été doucement touché par les récents événements.

Plusieurs résolutions d'appui sont parvenues à M. Lévesque, hier, comme si les personnes qui avaient donné leur appui à différentes résolutions qui ont provoqué la colère du chef péquiste regrettaient aujourd'hui leur geste ou ignoraient dans quel borbier elles s'étaient enlisées.

enfants, ont choisi de les accompagner jusqu'à l'hôpital et attendent là-bas que les évaluations soient terminées.

Sur les 19 membres de la secte, il n'en reste plus maintenant que sept au "Mont de l'Eternel", soit six femmes et un homme, surnommé "Boaz".

Deuxième décès

S'il s'avère que le jeune Samuel est bel et bien décédé et enterré, ce serait la deuxième fois que la mort frappe dans cette secte présumément religieuse qui, à l'automne 1978, s'installait au "Mont de l'Eternel" en attendant la fin du monde qui devait avoir lieu au mois de février suivant.

Le premier décès est survenu le 17 octobre 1979. Gabrielle "Machla" Nadeau, 21 ans, qui souffrait de la sclérose en plaques et dont les jours étaient comptés depuis longtemps par les médecins qui l'avaient auparavant soignée, s'était jointe à la secte depuis deux ans.

Le lendemain de ce décès, le chef du groupe, Moïse, s'était lui-même rendu à Saint-Jogues avertir par téléphone un médecin au CLSC-Chaleur et avait demandé au Dr Jean-Louis Lévesque de prévenir la police du décès.

Si l'enquête policière démontre que le jeune Samuel est décédé, pourquoi cette fois-ci Roch Thériault n'a-t-il pas prévenu qui de droit comme en octobre 1979? C'est sûrement une des questions qui seront posées lors de l'éventuelle enquête du coroner dans cette affaire.

Moïse avait déjà déclaré, lors d'une entrevue au SOLEIL en 1979, que les membres de sa secte n'avaient pas besoin de médecin, même si l'un d'eux tombait malade.

CHRÉTIEN

(Suite de la première page)

quand il quitterait son poste et M. Chrétien insiste pour dire qu'il "ne fait pas campagne". Il estime toutefois que le Parti libéral doit demeurer puissant, de là le raisonnement qu'il a tenu dans son voyage au-dessus de l'Atlantique.

"Je crois qu'il est extrêmement important que les Canadiens français comptent sur des hommes politiques d'expérience au niveau fédéral", a dit M. Chrétien en commentant son avenir. "Vous ne fabriquez pas un homme d'expérience en une nuit. Je suis un des privilégiés qui a accédé au Conseil des ministres à un jeune âge."

M. Chrétien fut pour la première fois élu aux Communes, dans la circonscription de Saint-Maurice, en 1963. Quatre ans plus tard, le premier ministre Lester Pearson le retirait de l'arrière-ban pour l'admettre dans son cabinet. Il y siège depuis lors.

Cette homme qui a déjà dit vouloir vivre "une vie bien remplie" maintient qu'il possède l'énergie, la vigueur et l'appui de sa famille pour poursuivre sa difficile vie d'homme politique.

"J'ai une très bonne épouse", affirme-t-il de sa femme, Aline, qui l'accompagnait dans ce voyage. "Elle est une bonne critique."

Marcel Léger nuance son appui au premier ministre

Québec, Le Soleil, jeudi 10 décembre 1981

MONTREAL (d'après PC) — Depuis le congrès du Parti québécois, la fin de semaine dernière, le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, donne son appui indéfectible au premier ministre Lévesque, mais il ne le fait pas sans nuances.

Au départ, M. Léger croit que les membres du PQ doivent être "compètement solidaires" du premier ministre "parce qu'il représente la bougie d'allumage du Québec".

"C'est lui, soutient-il, qui jouit de la crédibilité des Québécois et on a besoin de lui. Sans M. Lévesque, c'est un parti qui aurait tout un filage, sans courant", a expliqué M. Léger qui venait de prendre la parole devant les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste où il s'est appliqué à démontrer l'utilité de la présence du Parti québécois sur la scène fédérale.

Nuances

Selon les explications du ministre, l'adoption des résolutions est attribuable à l'avalanche de propositions (près de 2,000), plutôt qu'à des "agents provocateurs", comme l'affirme M. Lévesque. "C'est M. Lévesque qui a dit ça, ce n'est pas moi

qui l'ai dit. Une chose est certaine, durant le congrès nous avons agi d'une façon rapide, dans des moyens qui n'étaient pas la procédure habituelle.

Parizeau

"Vous êtes, monsieur le premier ministre, depuis longtemps et pour longtemps encore, celui qui représente, articule et oriente les espoirs des Québécois", déclare M. Jacques Parizeau, dans un télégramme expédié hier soir à M. Lévesque.

Dans son message, M. Parizeau affirme sa "profonde conviction que vous devez rester à la tête du parti".

Le ministre des Finances note que certaines de ses positions antérieures ont pu susciter un jugement ambigu dans l'opinion publique. Toutefois, il "accepte volontiers d'appuyer les deux conditions fondamentales que vous avez posées quant au cheminement vers la souveraineté".

Charron

Pour le leader parlementaire Claude Charron, René Lévesque demeure la base du PQ et sa présence est un avantage. Ottawa ne doit pas se fier prématurément à l'appel de la fin

de semaine dernière pour croire que les Québécois ont abandonné leurs objectifs.

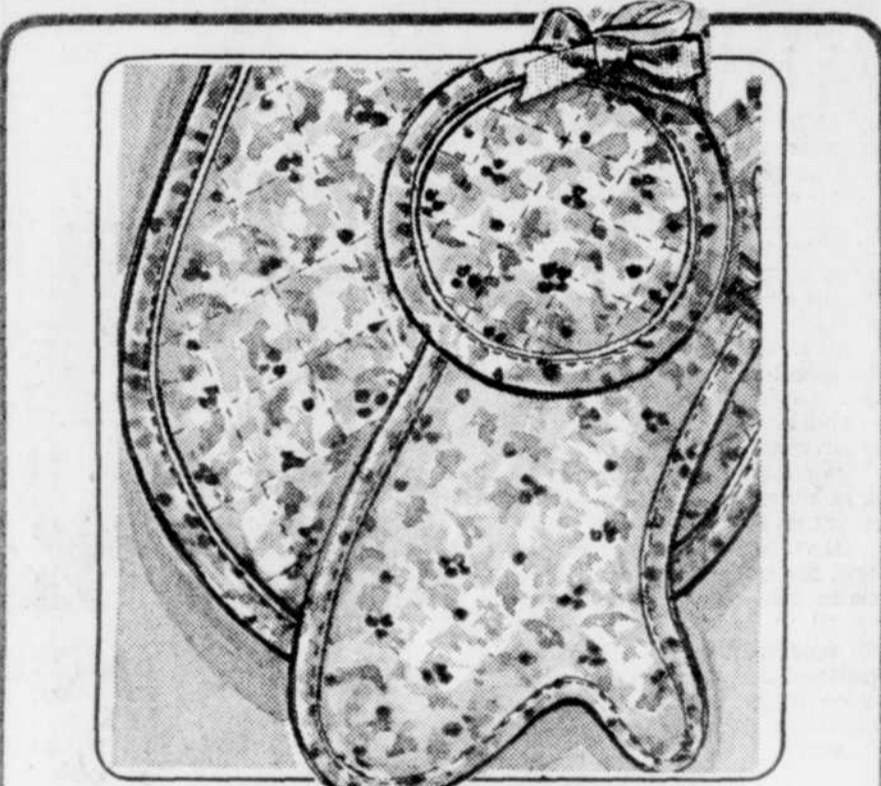
D'ailleurs, selon M. Charron, ceux qui ne partagent pas ces objectifs, y compris les députés et les ministres, n'auront qu'à quitter les rangs du parti.

La majorité des membres du Parti québécois est modérée et on a pu le constater au cours du congrès, a déclaré hier M. Charron.

Dans une entrevue au réseau de télévision de Radio-Canada, le leader parlementaire du gouvernement a par ailleurs affirmé que le congrès 1981 du PQ était loin d'avoir endossé le Front de libération du Québec et ses actions passées, parce que les délégués avaient accordé une ovation extraordinaire à Jacques Rose.

Dans la résolution adoptée en atelier, il était uniquement question de demander à Ottawa de remettre Jacques Rose sous la juridiction provinciale.

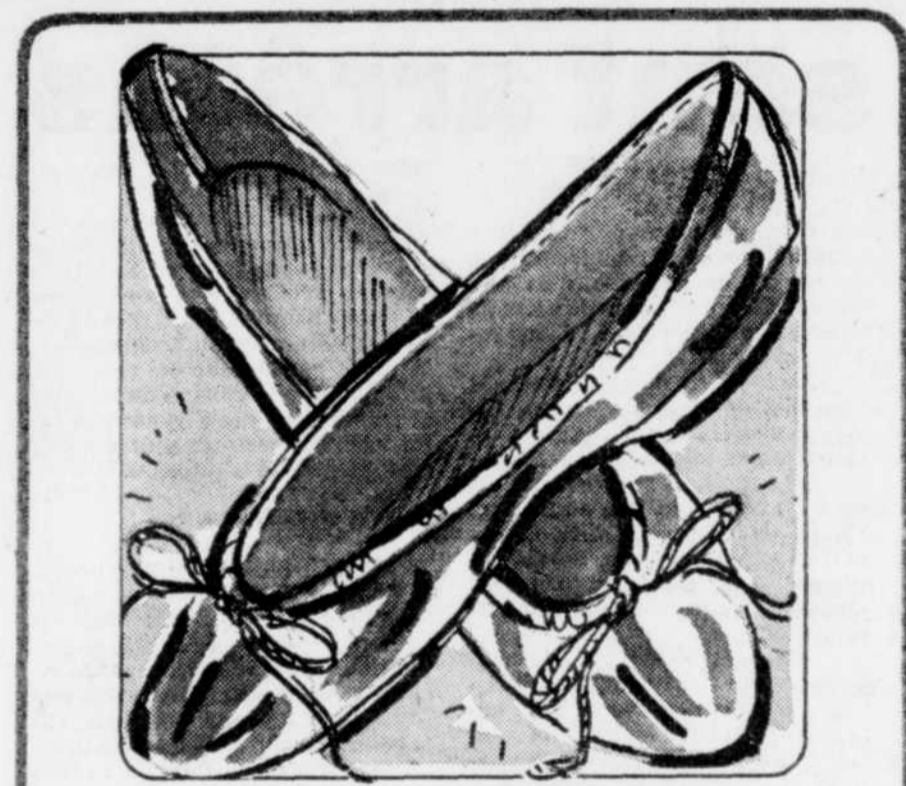
"Il y a eu là l'exploitation politique d'une circonstance humanitaire..." Dès 1970, a laissé entendre M. Charron, le PQ avait lui-même songé à éliminer les terroristes.



ACCESSOIRES DE CUISINE BOULES DE GUI

vert éclatant et rouge les accessoires de cuisine: mitaines \$8 la paire, tire-plats \$3, chacun, tablier \$11, napperon \$6, serviette de table \$3.

la maison **simons**



LES BALLERINES MÉTALLIQUES 14.99

les petites ballerines métalliques or, argent ou cuivre, faciles à agencer, amusantes à porter. pointures 5 à 9.

demandez votre boîte-cadeau... la maison **simons**



ROBE DE CHAMBRE COL CHÂLE À FESTONS

robe de chambre enveloppe en ratine de coton, avec col châle à double bordure festonnée. nuances douces de crème, bleu ou pêche. p.m.g. \$80.

demandez votre boîte-cadeau... la maison **simons**



LA ROBE TEE-SHIRT 18.99

la robe tee-shirt à la signature de twik, tricot de coton, bleu, rose, turquoise, jaune. p.m.g. rég. \$23.

demandez votre boîte-cadeau... la maison **simons**

à partir de jeudi 10, nos trois magasins seront ouverts tous les soirs samedi inclus, québec le samedi jusqu'à 18 heures.

LOTO-SELECT
0-7-4-8
LA QUOTIDIENNE
(tirage de mercredi)
8-0-7
Informations: 643-8990

LE SOLEIL
SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)
647-3333 Lundi au vendredi: 8h30 à 19h30
Samedi: 9h00 à 13h00
647-3233 RENSEIGNEMENTS 647-3394 REDACTION
LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitee. Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206.

le mot du jour
En forme
Inspirés probablement par le verbe anglais "to perform", les sportifs "perform" comme jamais. Si on est fier de ses performances, on doit dire que l'on s'améliore, que l'on réussit, que l'on a du succès, etc.
Pierre BELLEAU

Vente à l'encan

Les acheteurs affluent aux Industries L'Islet

par Réal LABERGE

VILLE DE L'ISLET — Quelque 700 acheteurs et ex-employés ont afflué hier à l'usine des Industries L'Islet Inc. pour participer à une vente à l'encan de l'inventaire de l'équipement, et de la machinerie de cette entreprise manufacturière de Ville de L'Islet, qui a fermé ses portes le 19 décembre 1980, avec le licenciement collectif de ses 300 employés.

Contrairement aux menaces du syndicat affilié à la CSD, lorsque le prêteur hypothécaire, la Société de développement industriel du Québec, a annoncé la vente des biens de l'usine remontant à 1916, aucune manifestation n'est venue contester ou entraver, hier, la vente publique et le travail des encanteurs de la firme J. Armand Blais Inc., de Montréal.

"Les circonstances ont changé et on ne rouvrira pas dans la même ligne", a expliqué au SOLEIL le président du syndicat, M. Camille Bélanger, en indiquant que des développements tout prochains sont attendus dans un projet de remplacement: une usine de préparation de frites congelées.

Il s'agirait d'une entreprise de \$8 à \$9 millions devant fonctionner sous la raison sociale de "Frito-bec", et impliquer la participation financière de trois groupements, soit SOQIA, société gouvernementale, la Coopérative des employés des Industries L'Islet, et un groupe formé du directeur général et des producteurs de pommes de terre. L'investissement respectif serait de 40, 30 et 30 pour 100.

Ça vous met les larmes aux



Il y avait quelque 700 acheteurs et ex-employés, hier, à la première journée de l'encan qui se déroule aux Industries L'Islet.

yeux de voir ça", a lancé un chômeur des Industries L'Islet, qui suivait les centaines d'acheteurs venant de tous les coins de Québec, et même des Maritimes et de l'Ontario.

Dans les allées de l'immense usine, les étalages d'outils, de pièces de roulettes et d'équipement industriel ont nécessité huit semaines de préparation. Six anciens

employés ont fait partie de l'équipe, y compris le président du syndicat, M. Bélanger.

"On a voulu faire des lots relativement petits et aux prix abordables, afin de favoriser les gens de la région désireux de se pourvoir d'outillage et autres pièces en vente", a précisé un représentant de la firme de liquidation, M. Jacques Chabot.

Les circulaires font état d'une valeur de \$2 millions. De fait, le commentaire généralement entendu hier, c'est qu'il "y en a du stock là-dedans!". La vente publique se poursuivra jusqu'à samedi. Hier, c'était la machinerie; aujourd'hui, ce sera l'équipement et l'outillage; demain, l'encan portera sur l'équipement de roulettes;

samedi, suivront le mobilier de bureau et l'équipement technique.

Espoirs mitigés

Le président du syndicat s'est dit confiant que l'entreprise de frites fera bientôt l'objet d'ententes avec le ministre Jean Garon.

Il a fait part que les démarches ont entre autres abouti à de bons espoirs d'une agence, pour la mise

en marché des frites. On aurait également trouvé un directeur général, que M. Bélanger s'est toutefois refusé d'identifier, à ce moment. L'élaboration de l'entreprise est dirigée par un organisme gouvernemental, la Société de développement coopératif.

De 135 à 150 anciens employés de l'usine de L'Islet y retrouveraient du travail, au lancement de la nouvelle entreprise, à l'automne de 1982. Le réaménagement commencerait en avril.

Mais les espoirs à ce sujet ont semblé plutôt mitigés, chez un trio d'ex-employés des Industries L'Islet retrouvés dans le sillage des encanteurs et des chercheurs d'ouvrages.

Mis à pied en juin 1980 avec les premiers renvois, n'ayant que dix ans seulement d'ancienneté, M. Jean-Pierre Caron est l'un des "rares chanceux et des jeunes" qui se sont dénichés un nouvel emploi, chez Bombardier de La Pocatière, dans son cas.

À la retraite depuis 1977, après 43 années de service, M. Luc Thibault a commenté de son côté, qu'il faisait partie lui aussi d'un second groupe de chanceux à L'Islet: les retraités!

Mais le troisième membre du trio, M. Patrick Couillard, qui travaillait à l'usine depuis 1937, se retrouve depuis août dernier "privé" même des prestations d'assurance-chômage.

Un sort partagé par plus de 200 des anciens employés des Industries L'Islet, qui n'ont maintenant d'autre source de survie que le "vieux-gagné" ou l'aide sociale!

Les évêques dénoncent l'avortement en clinique

par Jean MARTEL

L'avortement est une atteinte à la vie; il est un mal en soi. C'est par ces mots que s'expriment les évêques du Québec dans un message dévoilé hier. Fait à souligner, c'est la deuxième fois en trois ans qu'ils protestent publiquement contre "cette mesure qui détruit la vie".

Intitulé "Appel en faveur de la vie", ce message s'adresse aux associations vouées à la promotion de la vie humaine dès sa conception; mais, en fait, il s'adresse à toute la population québécoise et aux gouvernements. D'ailleurs, ils blâment les gouvernements d'offrir l'avortement dans les cliniques de planification familiale; c'est là "faire fausse route", lancent les évêques à l'intention du ministère des Affaires sociales.

Pour les évêques, l'avortement n'est pas d'abord un problème d'ordre médical, encore moins d'ordre légal, mais bien une question qui englobe toute la vie. C'est une atteinte à la vie. Par conséquent, aucun pouvoir humain ne peut moralement instituer un quelconque droit à l'avortement.

Ils considèrent que les gouvernements ont la responsabilité non pas de faciliter la mort d'un enfant à naître, mais de lui assurer toute la protection qui lui est due. Le document épiscopal affirme que c'est là un devoir d'autant plus pressant que cet enfant est innocent et sans aucune défense.

"Qu'on nous permette de redire avec force, ajoutent les évêques, que la protection de l'enfant à naître, qu'il soit à 4, 12, 20 ou 35 semaines de sa conception, fait partie intégrante des droits de la personne."

Aux professionnels

Aux professionnels de la santé (personnel hospitalier, travailleurs sociaux, infirmières, médecins), les évêques rappellent le droit qu'ils ont de refuser de participer à des actes incompatibles avec leur conscience et leurs convictions.

Ces professionnels doivent pouvoir le faire sans préjudices pour leur emploi et leur carrière. D'ailleurs, l'objection de conscience fait partie de ces droits de la personne que reconnaît notre société.

Puis, les évêques contestent cette façon qu'ont certains individus de faire de l'avortement un geste banal. En effet, pour dramatiser cette action, ces gens

ne parlent plus d'avortement, mais ils emploient une expression qui voile la réalité: "l'interruption volontaire de la grossesse".

Libération de la femme

En fait, les évêques ne considèrent pas la pratique de l'avortement comme un facteur lié à l'amélioration de la condition féminine, encore moins à la libération de la femme. Selon eux, la libération physique et morale de la femme doit se réaliser, mais elle ne sera ni réelle ni authentique si elle se fait au détriment d'un autre être humain: l'enfant à naître.

"La justice, écrivent-ils, ne peut être le fruit ni de l'oppression ni de l'injustice. Si l'on affirme que la femme a le droit sur son corps, il faut affirmer en même temps que l'enfant à naître a également droit à la vie. Cet enfant à naître n'est pas un morceau du corps de sa mère; il est un être humain tout à fait distinct d'elle et il a son autonomie génétique."

Puis les évêques s'adressent

aux hommes pour leur rappeler que l'avortement n'est pas un problème uniquement pour la femme. "C'est le couple qui est en cause, et l'homme fait trop souvent preuve d'égoïsme et d'irresponsabilité, tant dans son approche de la femme que dans ses exigences et ses comportements."

Aussi doit-on faire un effort considérable pour éduquer jeunes gens et jeunes filles à la responsabilité dans leur comportement sexuel. "C'est dans le cadre d'une éducation aux valeurs que doit se situer l'éducation sexuelle", écrivent les évêques.

Dans leur message, ils insistent sur la nécessité de mesures sociales concrètes pour permettre l'accueil du nouveau-né. Cela doit être accompagné au sein de la population d'attitudes d'accueil, de soutien et de service envers les femmes en difficulté face à leur grossesse.

Texte du message des évêques, en page A-5

"Discours mesquins", disent des mouvements féministes

MONTREAL (d'après PC) — La déclaration des évêques catholiques du Québec qui s'en sont pris aux avortements faits dans les cliniques de planification familiale, a été immédiatement suivie, hier, par une conférence de presse de mouvements féministes dans le même édifice.

Ces femmes ont dénoncé le "discours mesquin" des évêques qui avaient affirmé que "le produit de la conception humaine est un être humain".

Mgr Robert Lebel, évêque de Valleyfield, a admis que cette conception est mise en doute par certains, mais il a ajouté "qu'un chasseur ne fera pas feu en direction d'un bosquet où il a décelé un mouvement... en cas que ce soit une personne qui y soit cachée".

"Si vous avez un doute, n'y touchez pas", a-t-il dit.

Réactions

Marie-Andrée Roy, porte-parole du groupe l'Autre Parole, mouvement qu'elle a décrit comme "chrétien et féministe", estime qu'il est "facile pour les évêques de décider ce qui est bien ou mal: tout ce qu'ils ont à faire

est d'ignorer la véritable condition de la femme".

Cinq mouvements féministes ont signé une déclaration commune dénonçant la position des évêques et

affirmant que la lutte pour l'avortement libre "est une lutte pour la vraie qualité de la vie".

L'activité sexuelle est essentiellement une satisfaction, d'a-

jouter une porte-parole. Une femme qui devient enceinte sans l'avoir voulu "ne devrait pas devoir en payer le prix, comme si l'acte sexuel était un péché".



En présence du président de l'Assemblée des évêques du Québec, Mgr Louis-Albert Vachon, Mgr Robert Lebel a fait la lecture d'une brochure décrivant leur position s'opposant à l'avortement.

Lévesque n'a l'appui que de 34% des Québécois

MONTREAL (PC) — Quarante-six pour 100 des Québécois sont en désaccord avec "le point de vue soutenu par M. Lévesque" lors du débat constitutionnel qui a mené à l'accord des Dix sur le rapatriement de la constitution.

Seulement 34 pour 100 des Québécois interrogés estiment par ailleurs que M. René Lévesque a bien agi, tandis que 12 pour 100 ont refusé d'exprimer une opinion et que huit pour 100 n'étaient pas au courant du débat.

Tels sont les résultats d'un sondage réalisé à la fin du mois de novembre par l'Institut canadien d'opinion publique (ICOP).

Au niveau national, y compris le Québec, ce sont 57 pour 100 des répondants qui ont exprimé leur désaccord avec M. Lévesque alors que seulement 17 pour 100 l'approuvent. Si on tient compte des opinions exprimées au Canada, sans tenir compte du Québec, 61 pour 100 des personnes interrogées ont dénoncé l'attitude du premier ministre québécois alors que 10 pour 100 l'approuvent.

La question posée était la suivante: "Comme vous le savez sans doute, neuf des dix premiers ministres provinciaux se sont dits en accord avec le premier ministre fédéral quant aux modalités de la réforme constitutionnelle, l'exception ayant été le premier ministre du Québec, M. Lévesque. D'après ce que vous pouvez avoir vu, lu ou entendu à ce sujet, êtes-vous en accord ou en désaccord avec le point de vue soutenu par M. Lévesque?"

ABRI FISCAL
A VENDRE
40
logements
(Loi 31)
185,000 \$
déductible
sur impôt
personnel
843-1451
628-0944

Notre client
désire acheter
**ENTREPRISE
D'ENTRETIEN
D'EDIFICES**
Claude Boyer
688-8324
A.E. LEPAGE
courtier

ARBRES DE NOËL
Cultivés et
semi-cultivés
de 7\$ à 20\$
max.
Centre
d'achats
Place Ste-Foy
et Galeries
Charlesbourg

Noël approche...
Offrez à vos enfants des
JOUETS EDUCATIFS
Laissez-nous
vous guider et vous
conseiller dans le choix de jeux instruc-
tifs de qualité, offerts dans une gamme de prix.
LA BOUTIQUE DU JOUET EDUCATIF
1302, rue Maguire, Sillery — 681-5043

**À NOËL
OFFREZ-LUI PÉNÉLOPE
ELLE SAURA
CE QUE VOUS VOULEZ DIRE!**

Chez Pénélope
vous ne trouverez que des pierres
précieuses montées sur or ou
argent massif, que des perles
d'eau douce véritables. Celle que
vous aimez le sait très bien.

PENELOPE
PLACE STE-FOY

**"SI CE N'ÉTAIT DE DIANE
je ne pourrais pas vivre à la maison."**

Les travailleurs dans le domaine des soins à domicile tel que Diane, ont aidé des milliers d'individus, hommes et femmes de tout âge qui préféraient les soins à domicile à ceux offerts dans les institutions. Un jour les soins à domicile seront peut-être d'un très grand secours pour vous ou quelqu'un qui vous est cher.

Les Services de Santé UPJOHN sont le numéro un en Amérique du Nord lorsqu'il s'agit de dispenser des soins privés de santé à domicile, avec ses centaines de bureaux à travers le Canada et les États-Unis. Notre personnel compétent et fiable offrant des services et des soins à domicile comprend des infirmiers (ères) licenciés (ées), infirmiers (ères) auxiliaires, des aides infirmiers (ères), des préposés (ées) aux bénéficiaires, des dames de compagnie et des auxiliaires familiales.

Nos services aident les personnes âgées qui préfèrent rester à la maison et conserver ainsi leur indépendance. Nous aidons également les personnes qui ont une maladie qui demande plus de temps pour guérir, celles qui sont en convalescence et qui ont subi une intervention chirurgicale et plusieurs autres.

Pour en connaître davantage à propos des soins à domicile et recevoir gratuitement le dépliant "LES SERVICES À DOMICILE", communiquez par téléphone avec le bureau le plus près de chez vous ou écrivez-nous.

QUEBEC
845 rue
Lévesque, St-Cyrille
Bureau 303, G1S 1T5

687-3434 **LES SERVICES DE SANTÉ UPJOHN**

un nom digne de confiance.

NOS RÉGIONS

AMIANTE, LOTBINIERE, BEAUCE, RIVE-SUD, COTE-DU-SUD, BAS-ST-LAURENT, GASPESIE, ILES DE LA MADELEINE, COTE-NORD, CHARLEVOIX, PORTNEUF

Réponse de Garon concernant les pêches

Les \$8 millions des ententes seront engagés

par Michel CORBEIL
du bureau du Soleil

MATANE — L'année fiscale 1982-1983 connaîtra l'engagement de tous les fonds prévus dans les ententes Canada-Québec portant sur les infrastructures industrielles de pêche.

soit plus de \$8 millions.

C'est la volonté exprimée par le maître d'œuvre, des ententes, le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Jean Garon. Rejoint à Québec lors d'un en-

retien téléphonique, le ministre a insisté: "Les fonds sont là. Je veux procéder à une réaffectation vers les projets les plus nécessaires. Mon objectif, c'est d'engager toutes les sommes prévues dans les ententes Canada-Québec en 1982-1983".

Ces dernières années, les ententes auxiliaires ont subi des retards importants, notamment dans le secteur des pêches. Les accords prévoient l'injection de capitaux dans les infrastructures, capitaux provenant à 60 pour 100 du gouvernement fédéral et à 40 pour 100 du gouvernement du Québec, ce dernier étant le maître d'œuvre.

Récemment, le député fédéral du comté de Gaspé, M. Alexandre Cyr, a dénoncé une situation où "les crédits budgétaires devront être retournés aux fonds consolidés du pays si le gouvernement du Québec n'agit pas plus rapidement". Selon M. Cyr, en 1980-1981, seulement \$900,000 des \$3 millions contenus dans les ententes ont été dépensés; cette année, ce sera à peine \$150,000 des \$2 millions prévus qui le seront.

Réplique

Un membre du cabinet de M. Garon s'est demandé si M. Cyr était au courant des derniers développements, puisque les fonctionnaires des deux paliers de gouvernement sont en négociation pour la réaffectation des fonds.

Le ministre a confirmé que les discussions entre les deux paliers se déroulaient bien. "Si tout va bien, c'est mon intention d'engager les montants restants." Ce qui veut dire que les projets seront réalisés en une ou deux années.

Plus de \$8 millions sont inutilisés dans les ententes qui prévoyaient l'investissement de quelque \$22 millions depuis 1974. Lors des deux dernières années fiscales qui se termineront en avril 1982, les principaux projets abandonnés concernent la relocalisation des entreprises dans les parcs de pêche et le service de réception et de glaçage du poisson (entrepôts frigorifiques), projets de plus de \$3.7 millions.

Un réalignement des priorités est à l'origine du flottement, a laissé entendre le ministre Garon. "En cours de route, les besoins ont changé. J'ai demandé pour cet hiver un rapport coûts et bénéfices des entrepôts frigorifiques et leur état dans la perspective de la nouvelle loi sur la qualité du poisson. Je suis convaincu qu'il y aura des changements majeurs au cours des trois prochaines années par cette législation. Cependant, si on veut produire de la qualité, il faudra moderniser."

Le ministre a rappelé que des obstacles imprévisibles sont survenus. Par exemple, pour l'entente 1980-1981, \$900,000 étaient accordés à titre de prime de relocalisation. "J'ai fait des offres de relocalisation à deux industriels, mais les hauts taux d'intérêt retardent les projets."

Priorités

L'argent ne sera pas laissé là, a assuré le ministre. Les priorités changeront sûrement. "Il y a des impératifs qui se dessinent." Une chose me semble prioritaire: le parc d'hivernement des bateaux à Newport. Les pêcheurs ont raison, a poursuivi M. Garon. Nous avons amélioré notre

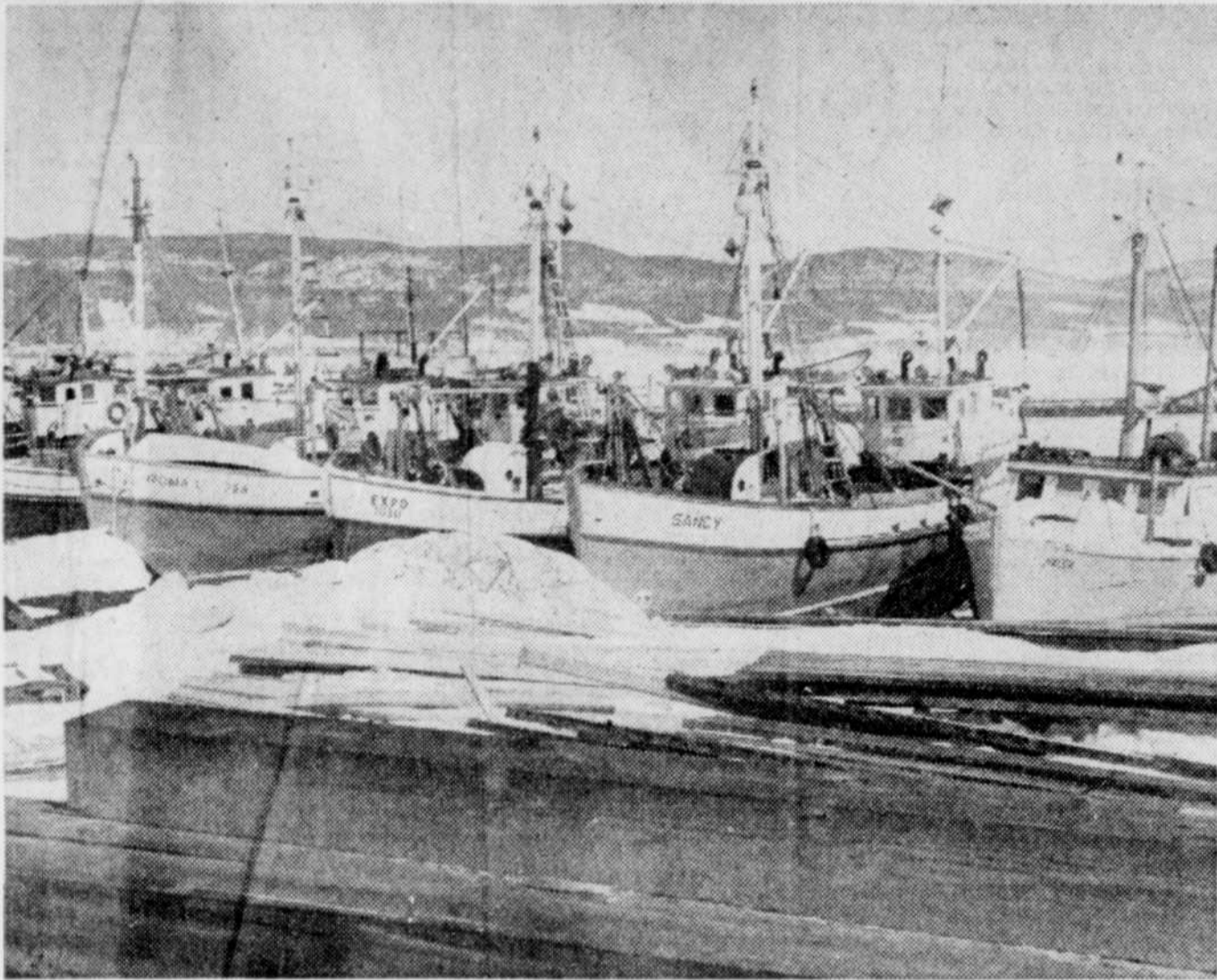
flotte de pêche au Québec. Les pêcheurs veulent un parc d'hivernement pour travailler à leurs bateaux durant l'hiver.

"Il y a eu des discussions avec le fédéral à ce sujet. Nous examinons un projet de \$2 millions à Newport. Il y aura d'autres rencontres avec le fédéral."

Le changement de cap pourrait s'accompagner de modifications des conditions pour la mise en marche des projets. Comme pour les entrepôts frigorifiques, le gouvernement semble enclin à remettre la gérance des installations aux utilisateurs.

Par exemple, pour le parc d'hivernement, le ministre a l'intention de demander à la municipalité de Newport d'administrer le parc. "Il n'y a pas beaucoup de frais. Mais, il faut que les municipalités s'impliquent. Comme pour les parcs industriels des villes. La décentralisation, ça signifie également cette implication."

L'échéancier de réalisation sera court. "Pour Newport, a conclu le ministre québécois, j'ai demandé que les plans soient prêts pour la fin du mois de juin. La construction débuterait dès l'été si le fédéral le veut bien et, à ce jour, les discussions vont bien."



Le parc d'hivernement des bateaux à Newport est prioritaire pour le ministre Jean Garon.

La SODEQ Beauce-Appalaches veut investir \$1,5 million

par Paul-Henri DROUIN

SAINT-GEORGES — Après deux ans et demie d'existence, la SODEQ Beauce-Appalaches Inc. a effectué 21 investissements dans 16 entreprises différentes au Québec pour des montants se totalisant à \$1,774,000 dont \$939,000 au cours du dernier exercice financier. Dans ce contexte, SO-DEQ Beauce-Appalaches Inc., la première au Québec, suit son plan de développement et s'est fixé un objectif de \$1,5 million d'investissements pour la prochaine année d'opération.

C'est ce qu'a révélé, hier soir, M. Pierre-André Pomerleau, directeur général de la SODEQ Beauce-Appalaches Inc., à l'assemblée générale de cette compagnie qui réu-

nissait une soixantaine d'actionnaires à Saint-Georges de Beauce.

Selon M. Pomerleau, "ces investissements au montant de \$1,774,000 sont le résultat de l'étude de 148 dossiers pour en finaliser environ 14 pour 100".

Quoique l'on porte une attention particulière à chacun des dossiers, SODEQ Beauce-Appalaches Inc., a enregistré une perte de \$436,175 dans deux entreprises de la région de Montréal, ce qui a amené M. Pierre-André Pomerleau à dire "c'est le risque normal d'une société de capital risque, mais nous aurions préféré que cette épreuve soit retardée de plusieurs années".

Il s'agit des entreprises la Société Générale Tortue, de Boucherville et Berfam, de Berthierville.

Nouveaux actionnaires

Au cours de la dernière année d'opération, 400 nouveaux actionnaires se sont joints à SODEQ Beauce-Appalaches Inc., dont un fort pourcentage origine de la région des Bois-Francs.

C'est ce qui fait, a déclaré M. Pierre-André Pomerleau, que nos opérations dans cette région se sont développées rapidement et nous avons investi dans trois entreprises prometteuses soient: Mobilier H.P.L., d'Arthabaska; Meubles Jaskan Ltée, de Victoriaville; et Les Équipements Industriels Poudrier Ltée, de Victoriaville.

Egalement, la SODEQ Beauce-Appalaches Inc., est au premier rang des 11 SODEQ au Québec avec un actif de

\$4,820,436 et jusqu'à présent, trois émissions d'actions consécutives ont été vendues avec beaucoup de succès.

M. Pomerleau est toutefois d'opinion "qu'il faudra, afin de soutenir le développement, atteindre un capital-actions d'environ \$8 millions à la fin de 1983".

Par conséquent, dit-il, d'autres émissions seront négociées par SO-DEQ Beauce-Appalaches Inc., au cours des deux prochaines années.

Administrateurs

Pour la prochaine année d'opération, le conseil d'administration de la SODEQ Beauce-Appalaches Inc., est formé comme suit:

MM. Georges-Octave Langlois, président, de Sainte-Justine; Pierre-Maurice Vachon, de Sainte-Marie; Guy Pouliot, d'Arthabaska et Denis Gagné, de Thetford-Mines, tous vice-présidents; Claude Guertin, secrétaire, de Saint-Georges et Gaudias Harvey, trésorier, de Thetford-Mines.

Aussi, il y a M.M. Jean-Denis Poulin, J.-Clément Roy et Raymond Dutil, de Saint-Georges; Philippe Vachon, de Sainte-Marie; Adrien Corriveau, de Plessisville; Marcel Côté, de Montréal; Gabriel Fontaine, de Charny; Julien Métivier, de Saint-Damien et Herman Cloutier, de Saint-Joseph, tous administrateurs.



Suggestion des Fêtes

Veste sans manches

TUQUE
Rayée, 100% pure laine **12⁹⁹ \$**

GILET
Breton, 100% acrylique **13⁹⁹ \$**

VESTE SANS MANCHES
Piquée de tissu Antigloss, doublée en Holo Fill, gris, beige, marine **32⁹⁹ \$**



PLACE STE-FOY 653-9363

Les galeries de la capitale 627-3472

BRUNSWICK
Depuis 1845

le plus grand nom du billard



15 modèles à votre choix.
6' à 12' de longueur
À compter de **425 \$**

Salle de montre ouverte le jeudi jusqu'à 20h30, le samedi jusqu'à 16h30
215, rue Caron
Tél: 529-5395

Spécialistes du billard, des quilles et jeux familiaux

Menu de Noël et du Jour de l'An

Vol-au-vent à la Reine
Moules Poulette
Consommé Madrilène
ou
Minestrone Belle Fermière
Escalope de veau Chambertin
Cailles au Vigneron
Cochon de lait farci sauce aux pommes
Filet mignon sauce Charron
Perdrix à la façon Grand-Mère
Légumes assortis
Salade Romaine

Dessert et café **19.95** par personne

Négroni

36, côte de la Fabrique

Le soir, nous donnons les timbres de stationnement de l'Hôtel-de-Ville (gratuits).
Rés.: 692-3851

Pour leur Noël...

Habillez-les comme des "petits princes". Notre collection d'importations européennes et d'exclusivités vous propose des vêtements ravissants, pratiques et confortables. Un choix attrayant pour un jour de fête!



BAM.BIN

658-2218

place des quatre bourgeois 658-2218

Suggestion de cadeau de Noël!

Inqlis

Le lave-vaisselle Sterling




- 1- Deux vitesses
- 2- Neuf boutons-poussoirs, y compris: casseroles, énergique normal, porcelaine/cristal, option de séchage par air, option de lavage à température élevée
- 3- Deux bras gicleurs de gros format
- 4- Panier à argenterie dans la porte
- 5- Lampe "Nettoyage"
- 6- Système de filtrage à plein temps



MEUBLES BARNABÉ

875, Trans-Canada, St-David (anc. Ameublement Beaumont) 833-9222

St-Vallier Cté Bellechasse 884-2831

St-Paul Cté Montmagny 469-2188

Ralentissement économique dans la région

La situation est difficile dans Lotbinière

par Anne-Marie VOISARD
 du bureau du Soleil

SAINTE-CROIX — Lotbinière vit des jours difficiles. Sans être dramatique, la situation économique est source de maux de tête pour bien des chefs d'entreprise et leurs employés. Pas de fermeture, du moins chez les plus gros. Mais des mises à pied à beaucoup d'endroits. Et partout, même quand les activités ne subissent pas de ralentissement marqué, on sent de l'inquiétude.

LE SOLEIL a joint cette semaine quelques-unes des principales industries de la région. A toutes, nous adressant aux employés ou aux patrons, selon le cas, on a posé les mêmes questions. Comment, dans votre entreprise, le personnel est-il affecté par les problèmes économiques que l'on vit actuellement?

A Sainte-Croix

Début octobre, ils étaient 183 employés à la Fonderie Sainte-Croix. On a compté depuis, 53 mises à pied "et ça continue", dit Denis Sirois, le président du syndicat. On s'attend à ce que le nombre des employés soit bientôt réduit à 100 ou 110. Comme à chaque année, l'entreprise sera fermée deux semaines durant la période des Fêtes. M. Sirois considère que "pour le moment, il n'y a pas trop de problème". On ne s'attend pas, en tout cas, à devoir cesser les activités, comme cela s'était produit l'an dernier, en février.

Tout à côté, Les Industries de la Rive-Sud Ltée (South Shore), propriété de l'ancien maire de Sainte-

Croix, Guy Laflamme, n'ont encore procédé à aucune mise à pied parmi leurs quelque 150 employés de Sainte-Croix. Cependant, le directeur général Leith Townsend, confirme que l'usine de Coaticook, ouverte depuis deux ans, est fermée actuellement. Les employés, au nombre d'une centaine, seront rappelés au travail au fur et à mesure que les activités reprendront.

Les Industries de la Rive-Sud possèdent une autre usine à Laurierville, où l'on fabrique aussi des meubles. Comme à Sainte-Croix, les employés, une centaine environ, n'ont pas encore été touchés.

M. Townsend était à Vancouver au début de cette semaine. Il constate que la situation est difficile partout. C'est à cause des taux élevés d'intérêt, dit-il. A son avis, les gouvernements devraient utiliser leur énergie à redresser la situation économique, "plutôt que de perdre leur temps à parler de la loi 101 ou de la constitution".

Laurier-Station

L'industrie du meuble connaît partout un ralentissement. A Laurier-Station, Les meubles Laurier Ltée ont mis à pied la majorité de leurs employés. Sur 75, il en reste de 15 à 20, qui pour la plupart, sont à mettre au point de nouveaux modèles qui seront exposés en janvier à Toronto. Le contrôleur, Jacques Giguère, espère que les activités reprendront au début de février.

Chez les Miroirs Laurier, propriété de la même famille, les 50 employés pourront semble-t-il rester à leur poste. Les quelques employés remerciés avaient été embauchés à cause d'un surplus de travail au début de l'automne.

Mersico Inc., qui emploie de 50 à 55 personnes, à Laurier-Station, ne fermera pas plus qu'une ou deux semaines, selon M. Giguère, qui est



De 183 qu'il était en octobre, le nombre d'employés de la Fonderie Sainte-Croix devrait être bientôt réduit à une centaine.

aussi contrôleur pour cette entreprise. Il n'y aura pas de mises à pied. Mersico fabrique des accessoires de plastique et des meubles de salle à manger. Curieusement, M. Giguère constate qu'en cette période de difficultés économiques, les gens sont portés à renouveler leur mobilier de salle à manger avant les autres meubles de la maison.

Chez Les industries AP Inc., une autre entreprise de Laurier-Station, aucune mise à pied pour l'instant. Le président du syndicat le confirme. Les 150 employés sont au poste.

Les portes et fenêtres

A Saint-Apollinaire et à Saint-Agapit, où se trouvent plusieurs manufactures de portes et fenêtres, la

situation est très difficile. Chez Laflamme et Frères Inc., les mises à pied ont commencé à la fin d'août. Sur 150 employés, quand les affaires marchent rondement, il n'en reste plus que 60 ou 65, confirme M. Richard Laflamme. Celui-ci constate que "la situation est stabilisée depuis environ un mois et demi. On a même rappelé deux gars". M. Laflamme ne s'attend pas à une reprise des activités avant la mi-février. Et ce n'est qu'à la mi-avril qu'on retrouve habituellement un rythme normal.

Même situation chez Les industries Unik Ltée, à Saint-Agapit et à Saint-Gilles, qui fabriquent elles aussi des portes et fenêtres. Chantal Gendron, présidente du syndicat à Saint-

Agapit, confirme que les mises à pied ont commencé en septembre. Sur 46 employés, il n'en reste plus que 15 actuellement. On espère que les activités reprendront après la période des Fêtes. Mais rien n'est sûr.

A l'usine de Saint-Gilles, Serge Chalifour, le directeur de la production, confirme la situation. Depuis la fin d'août, on a compté de 30 à 35 mises à pied. Présentement, il reste une cinquantaine de personnes, cadres et syndiqués réunis. Les activités ont commencé à ralentir plus tôt cette année. C'est à cause de la hausse des taux d'intérêt, explique M. Chalifour. Les gens n'ont plus les moyens de construire. Toute l'industrie s'en ressent.



Le plus gros employeur de Portneuf, Domtar de Donnacona, est le seul à garder tous ses employés au travail en cette période difficile.

...désastreuse dans Portneuf

par Isabelle JINCHEREAU
 (collaboration spéciale)

PORTNEUF — Depuis l'automne, la région de Portneuf est sévèrement touchée par la récession économique. Après la fermeture temporaire de la scierie Bourassa de Saint-Raymond, d'une section de la papeterie de Chute-Panet, et de l'usine Les matériaux de construction de Pont-Rouge dès demain, occasionnant au total 422 mises à pied, c'est maintenant au tour de la compagnie Ciment Québec de Saint-Basile d'interrompre toute production d'ici la mi-décembre, suspendant 206 des 250 ouvriers de l'usine jusqu'en janvier.

Dans une lettre adressée la semaine dernière aux travailleurs, la direction de la cimenterie précise qu'en raison de la fermeture de plusieurs fournisseurs de matériaux et du coût extravagant du chauffage, elle se voit dans l'obligation de cesser toute production pour une période indéterminée.

Du même coup, les travaux de modernisation de plus de \$20 millions entrepris à l'usine depuis un an et demi et dont le parachèvement est prévu d'ici la fin de l'été 1982,

seront paralysés. Cependant, selon le directeur de l'usine, M. Guy Papillon, le projet de construction redémarrera plus tôt que la production.

A peine relevée d'une grève de 23 semaines en 1980, l'usine avait dû en mars dernier ralentir sa production, sans toutefois pénaliser les travaux d'agrandissement.

Papier et bois

Déjà aux prises avec un taux de chômage établi à 20 pour 100, selon des statistiques fournies par le mouvement Action-Chômage Portneuf, le comté, peuplé de 50.000 habitants, voit tour à tour depuis l'automne plusieurs entreprises de marque fermer temporairement, sinon définitivement, leurs portes.

Parmi les 139 entreprises de niveau secondaire répertoriées sur le territoire en 1980, ce sont surtout les industries oeuvrant dans le domaine du bois et du papier, au nombre de 40, qui écoupent de la conjoncture actuelle. L'ouest et le nord du comté sont les plus durement éprouvés par le chômage.

Ainsi, la majorité des fabricants de papier et articles connexes de la région ont dû se départir d'une bonne part de

leurs effectifs depuis septembre tandis que plusieurs scieries tirent de la patte.

A Portneuf, la compagnie de papier J. Ford Ltée a déjà effectué 75 mises à pied sur un total de 304 travailleurs depuis septembre. L'usine de Chute-Panet embaillait le pas par la suite, suivie de l'usine Les matériaux de construction de Pont-Rouge. Seule la compagnie Domtar de Donnacona qui, avec ses 750 travailleurs, constitue le plus gros employeur du comté, fait encore bande à part.

Dans le domaine du bois de sciage, la situation n'est guère plus reluisante. A Saint-Raymond, toutes les scieries sont fermées tandis que l'entreprise Les industries de bois, qui compte 40 employés, a réduit ses effectifs de moitié, comme à chaque saison. Cependant, elle se prépare à faire rentrer 10 autres travailleurs pour honorer un nouveau contrat. A Rivière-à-Pierre, l'entreprise Adélar Goyette et Fils, spécialisée dans le commerce du bois, se prépare à fermer ses portes pour la période des Fêtes, donnant ainsi congé à ses 55 employés.

Dans l'ouest du comté, la scierie Paquin

de Notre-Dame-de-Montauban fonctionne depuis un an avec une équipe de 20 hommes en moins tandis que chez Savard & Fils de Saint-Ubalde, une entreprise de 20 employés, on fermera après Noël, peut-être jusqu'au printemps. A Saint-Marc-des-Carrières, la scierie Moisan Inc. subit également les contrecoups de la crise. Un mois d'arrêt à Noël et fluctuations constantes du personnel, évalué à 30 ouvriers. Certaines scieries, comme Perron & Simard, échappent toutefois à cet étrangement. "Au contraire, confie Michel Perron, l'un des propriétaires, on a besoin de personnel".

Autres secteurs

Le monde de l'industrie automobile lui aussi subit un hémmorrhagie. Depuis août 1981, trois conces-

sionnaires ont fermé leurs portes dans Portneuf, mettant ainsi à pied 43 employés. Il s'agit de Automobiles Michel Asselin de Cap-Santé, Automobiles Jean Tardif de Neuville et Marc Sauvageau de Saint-Marc-des-Carrières. Quant à Massie Auto de Neuville, il vient de résilier sa franchise avec GM. Onze des 20 travailleurs du garage se retrouvent donc sans travail. En outre, plusieurs dépositaires de la région ont été forcés de réduire leurs effectifs cette année.

Le marché du meuble connaît lui aussi une nette baisse. Le magasin Alex Matte & Fils de Saint-Basile liquide depuis quelques semaines la majorité de son inventaire tandis qu'ailleurs, la plupart des commerçants constatent une baisse de leur chiffre de ventes.

C. Boulanger, m.d.
 Jacqueline Carignan, m.d.
 J.R. Clément, m.d.
 Lise Garand, m.d.
 G. Richard, m.d.

OPHTALMOLOGISTES
 CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE STE-FOY
 2590, boul. Laurier, suite 210
 Ste-Foy G1V 4M6 — (418) 653-6655

CLINIQUE DE RASOIRS

Sunbeam

Le vendredi 11 décembre de 8h30 à 21h et le samedi 12 décembre de 9h à 15h.

Apportez vos rasoirs! Des techniciens qualifiés et expérimentés de la compagnie Sunbeam se feront un plaisir d'ajuster et lubrifier vos rasoirs sans frais.

Estimations gratuites du coût des réparations, et service d'échange

Echangez votre vieux rasoir contre un neuf pour \$25.00 (modèle illustré)

Voyez nos spéciaux pour les Fêtes!

COMPTOIR de SERVICE et VENTE SUNBEAM
 675, rue des Rocailles, Québec
 Tél.: 627-5042

LA CLINIQUE TARDIF ENR.
 595, boul. Charest est
 Tél.: 529-9721

DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES

Optométristes

- Examens de la vue
- Verres de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

Avis public

Gouvernement du Québec
 Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

LOI SUR LES HEURES D'AFFAIRES DES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX

PÉRIODE DE NOËL ET DU JOUR DE L'AN

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, responsable de l'application de la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (vente au détail) tient à aviser les propriétaires, les gerants et les employés de ces établissements que les heures d'affaires pour la période des Fêtes sont les suivantes:

JOURS	HEURES
AVANT NOËL, du 11 décembre au 23 décembre 1981 inclusivement	les heures d'affaires sont de 8h30 à 21h.
Les dimanches 13, 20 et 27 décembre 1981:	aucun client ne doit être admis dans un établissement commercial.
Le vendredi 25 décembre 1981 et le vendredi 1er janvier 1982:	aucun client ne doit être admis dans un établissement commercial.
Le samedi 26 décembre 1981 et le samedi 2 janvier 1982:	aucun client ne doit être admis avant 13h ni après 17h.
Le jeudi 24 décembre 1981 et le jeudi 31 décembre 1981:	aucun client ne doit être admis après 18h.
Les autres jours:	aucun client ne doit être admis avant 8h30 du lundi au samedi inclusivement, ni après 18h le lundi, le mardi et le mercredi. La même règle s'applique après 21h le jeudi et le vendredi ainsi qu'après 17h le samedi.

La Direction du commerce tient à rappeler que, selon les dispositions de la loi, les amendes prévues en cas d'infraction peuvent s'élever jusqu'à 1 000 \$. Par conséquent, les établissements commerciaux (vente au détail) ne peuvent sans enfreindre la loi admettre des clients avant ou après les heures prescrites par la loi ou durant les jours fériés.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez composer les numéros suivants:

A Montréal: 873-5564
A Québec: 643-5045

CLUB MED
 HAÏTI - DÉC. 81
 BONJOUR,
 ICI C'EST LA BELLE VIE, DE VRAIES VACANCES SANS ARGENT.

DU SPORT TOUS LES JOURS, DE VÉRITABLES FESTINS, DES SPECTACLES TORDANTS ET UNE PLAGE EXTRAORDINAIRE. C'EST GRÂCE A VOYAGE 2000 QUE J'AI DÉCOUVERT LA JOIE POUR SEULEMENT \$1210. VENEZ DONC ME REJOINDRE, ICI ON NE PARLE PAS D'ARGENT... j'ai tout compris!

Air Mail Par avion

VOYAGE 2000
 NOUS TELEPHONER C'EST DÉJÀ VOYAGER
 628-2020

AMON CÉRANT DE BANQUE

à/s VOYAGE 2000 INC
 5385, 1^{ère} AVENUE
 QUÉBEC-CANADA

AGENCE DE VOYAGES MEMBRE DE L'ENTENTE
INTER-AGENCES

HORAIRE DES FÊTES

LUNDI LES 21 ET 28 DÉCEMBRE. OUVERT TOUTE LA JOURNÉE

MERCREDI LE 23 DÉCEMBRE. OUVERT JUSQU'À 9 HEURES DU SOIR

BOEUF BOURGUIGNON	4.59
BOSTON STEAK OU ROSBIF	5.99
T-BONE STEAK OU ROSBIF	4.49
PORC HACHÉ FRAIS	1.97
CHOPS SANS OS DE PORC	3.47
CHOPS DE PORC AVEC OS	2.97
JAMBON CUIT HACHÉ, MOULE 10-OZ	1.79

LA BOUCHERIE
W.E. BÉGIN INC
 500, ST-JEAN
 520, DE LA SALLE ET DE LA REINE



A Montréal, les infirmières ont manifesté contre les restrictions budgétaires en suivant symboliquement un faux corbillard.

11,000 infirmières ont débrayé

MONTREAL (PC) — Durant une heure, hier, quelque 11,000 infirmières du Québec ont manifesté devant les hôpitaux des quatre coins de la province leur opposition aux récentes coupures imposées par le gouvernement dans les divers services de santé.

Trois syndicats, représentant 30,000 infirmières, avaient organisé le mouvement de protestation qui a entre autres distribué plus de 150,000 tracts dénonçant la politique budgétaire du gouvernement.

Les infirmières affirment en particulier que les réductions de services dans les hôpitaux mettent en danger la santé des patients qui leur sont confiés.

Hier matin, les services habituels n'ont pas été interrompus, car les infirmières du quart de nuit sont, selon une entente préalable, demeurées à leur poste.

Le transport refusé aux handicapés de Lotbinière

par Anne-Marie VOISARD
du bureau du Soleil

SAINTE-CROIX — Le transport adapté pour les personnes handicapées de Lotbinière, c'est non. Du moins, pour cette année. Sept maires, réunis mardi soir à Laurier-Station, ont rejeté à l'unanimité le projet que leur avait soumis l'Association des handicapés.

"Les municipalités ne sont pas prêtes à embarquer dans un tel projet", a dit M. Emile Nault, maire de Laurier-Station. Invité à donner les raisons qui motivent une telle décision, M. Nault a répondu qu'elles sont nombreuses. En tête de liste, il a placé la "conjuncture économique". On veut couper les budgets partout, note-t-il. Ce n'est donc pas le temps de créer de nouvelles responsabilités.

Le projet préparé au cours des derniers mois par l'Association des handicapés impliquait 12 municipalités regroupées au centre de la circonscription, où se trouve surtout concentrée la population. Il s'agit des municipalités de Leclercville, Sainte-Emmélie, Lotbinière, Sainte-Croix, village et paroisse, Saint-Edouard, Laurier-Station, Saint-Flavien, village et paroisse, Saint-Apollinaire, Saint-Agapit et Saint-Gilles. Mardi soir, quatre maires étaient absents. Ceux de Saint-Apollinaire, de Saint-Gilles et de Sainte-Croix, village et paroisse.

Deux fois, au conseil de comté, les maires avaient entendu parler du projet. Cinq automobiles, appartenant à des particuliers engagés par contrat, auraient été mises à la disposition des personnes handicapées. On prévoyait une dépense de \$55,000 pour l'ensemble du service. Toutefois, le ministre des Transports assume 75 pour 100 des coûts. Les usagers paient aussi une partie. Finalement, il devait rester une somme de \$11,000 à répartir, au prorata de la population, entre chacune des 12 municipalités.

Les 18 paroisses desservies par l'association regroupent 255 personnes handicapées. Seuls peuvent bénéficier du transport adapté les gens incapables d'utiliser le service régulier de transport en commun, peu importe que ce service existe ou non.

Le maire de Laurier-Station dit que "la porte n'est pas fermée définitivement". Peut-être que l'an prochain, croit M. Nault, les maires pourraient accepter de réévaluer leur position.

Aide promise aux détaillants d'essence

Le gouvernement du Québec aidera les détaillants d'essence les plus affectés par la récente hausse de taxe sur les hydrocarbures, a annoncé hier le ministre du Revenu, M. Raynald Fréchette.

La forme spécifique que prendra cette aide sera rendue publique ultérieurement. Il s'agira

vraisemblablement d'une avance consentie aux détaillants.

Les stations-service qui gardent de l'essence en consignation et celles appartenant aux compagnies productrices ne seront toutefois pas admissibles à cette aide, a précisé le ministre dans un communiqué.

jerome

stradellina
Flex-Lite

Série disponible en vinyle - couleur tan et bordeaux ou en nylon et vinyle noir bordé can.

A) Fourre-tout	40,00\$
B) Sac sport	40,00\$
C) Compagnon fin de semaine	75,00\$
D) Pullman 25" sur roulettes	95,00\$
E) Outremer 27" sur roulettes	105,00\$
F) Sac à vêtements	70,00\$

Là, tu m'fais plaisir!

Galeries de la Capitale, Galeries La Capitale, Centre Commercial Rivière du Loup, 31 boutiques pour vous faire plaisir.

Foulard pakistanais brodé
25 po x 75 po
12,99

Ceinturon indien
18 po x 73 po
15,99

Foulard indonésien
12 po x 17 po
12,99

Foulard de rayonne et de lurex
15 po x 60 po
9,99

Notre politique d'échange. Conservez votre reçu. Si vous n'êtes pas satisfait de l'article, rappez-le dans un délai raisonnable pour un remboursement complet.

Boucles d'oreille **12,99**
Collier **13,99**
Bracelets **9,99**

De brillants foulards et des bracelets de laiton.

A Noël, on peut se permettre de s'habiller avec un peu plus d'éclat. Surtout cette saison, où l'allure métallique est déjà très en vogue. Nous avons en stock un choix stupéfiant de foulards de toutes les couleurs. Nos bracelets sont surtout faits de laiton et fabriqués à Moradabad, le haut-lieu du laiton en Inde. Ils sont soit unis, soit perforés, soit martelés. De plus, cette saison, notre rayon des bijoux regorge de jolies choses à offrir. De New Delhi, Djakarta, Bombay et Lahore par voie aérienne jusqu'à Montréal.

IMPORT BAZAAR

A bel objet, beau décor.

Place Fleur de Lys - 524-5591
550 boul. Hamel, Québec
Lun.-Sam. 9h30 - 21h00

SPÉCIAUX CHOCS

MARCHÉ AUX PUCES À PLAZA LAVAL

Plaza Laval vous ouvre ses portes pour un joyeux marché aux puces en décembre avec Père Noël sur place.

EPARGNEZ de 30% à 70%

Vendredi, de 11h à 21h.
Samedi et dimanche, de 10h à 17h.
Pour location ou renseignements,
composer:
651-4561 / 656-1556
2750, chemin Ste-Foy, Ste-Foy

Venez vivre la joie de Noël chez H.R.

OFFREZ-LUI...

un cadeau de Noël dont elle se souviendra nuit après nuit pendant toute l'année. Elle appréciera le luxe du Cuddleskin^{MD}—un mélange de nylon-polyester-coton. Seulement **50\$**

A gauche: robe de nuit à encolure carrée. A droite, robe de nuit avec empiècement à nervures. Rose, aigue-marine ou ivoire. P.M.G. 50 \$ chacune. Créations exclusives à H.R. Splendides idées-cadeaux de H.R.

Rayon lingerie, au 2^e

HOLT RENFREW

PLACE DE L'HOTEL DE VILLE (2 HRS STAT. GRATUIT) • PLACE STE-FOY
H.R. OUVERT CE SOIR JUSQU'À 21 H. — H.R. OUVERT VENDREDI JUSQU'À 21 H.

